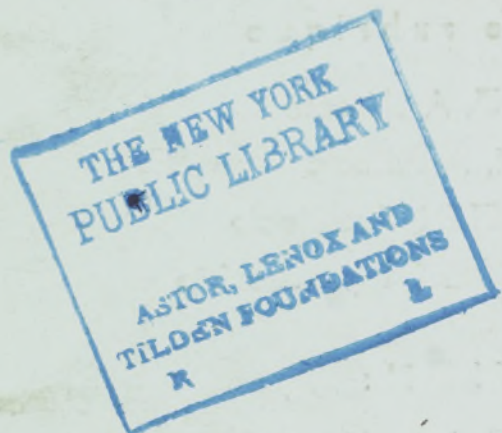


JUL 26 '36 C

LA CITE

REVUE D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME



Sommaire :

L'Evolution de l'Habitation Individuelle.

Rapport sur l'Urbanisme.

La Protection du Titre et de la Profession
d'Architecte.

Concours.

Les Congrès Internationaux.

Informations.

13^e ANNÉE

1 9 3 5

Ce numéro 5 francs

4

LA CITÉ

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
XIII^e ANNÉE
BRUXELLES ■

ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR :

A. CORNUT, Architecte

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

A. CORNUT, Architecte

G. FRANCE, Architecte

J. HOEBEN, Architecte

P. VERBRUGGEN, Architecte

R. VERWILGHEN, Ing. c. c.

REDACTEUR EN CHEF :

R. VANDERBORGHT, Architecte

Avenue de la Tenderie, 28, Bruxelles

IMPRESSION ET PUBLICITE :

ERNEST-FR. DE ROY

41, Avenue de France, Anvers

Chèques postaux :

Ernest Fr. De Roy - La Cité n° 1211.27

ABONNEMENTS :

LIBRAIRIE DIETRICH & Co.

10, Rue du Musée.

Chèques postaux : 571.03

REVUE MENSUELLE BELGE D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME
comprenant la Revue d'information technique parue jusqu'ici sous le titre 'Tekhné'

Organe de la Société Belge des Urbanistes et Architectes Modernistes

COMITE DE REDACTION :

Chefs de rubrique

L. FRANÇOIS, Architecte

J. FRANSEN, Architecte

C. VAN NUETEN, Architecte

R. VERWILGHEN, Ing. urbaniste

REDACTION :

V. BOURGEOIS, Architecte

L.-H. DE KONINCK, Architecte

G. EYSSELINCK, Architecte

H. HOSTE, Architecte

J. MOUTSCHEN, Architecte

A. NYST, Ingénieur-Architecte

ABONNEMENT :

Belgique : 50 francs

Etranger : 70 francs

(14 belgas)

Les rédacteurs et collaborateurs sont seuls responsables de leurs articles. Il sera rendu compte dans la revue de tout ouvrage dont un exemplaire lui sera envoyé.

Ed. FRANÇOIS & FILS

ENTREPRISES GÉNÉRALES

43, RUE DU CORNET, BRUXELLES

Pour conserver

Pour décorer

Pour égayer

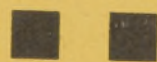
Vos Immeubles et Appartements

Employez les **Couleurs, Vernis et Emaux**

fabriqués par les Usines

DE KEYN Frères (s. a.)

RUE AUX CHOUX, 27, BRUXELLES

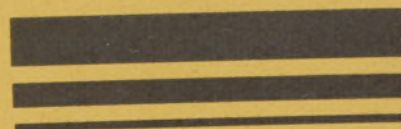


L e N U M É R O 1

étant complètement épuisé,

nous regrettons vivement ne pouvoir satis-
faire aux nombreuses demandes qui
nous sont parvenues pour ce fascicule.

Pour tout immeuble moderne, employez
les nouveaux produits fabriqués par les



Usines DE KEYN Frères

Spécialités à grand rendement décoratif

Acierine : Couleur anti-rouille à base d'aluminium donnant l'aspect exact du métal.

Decorine-Distempin : Couleur à l'eau lavable, et aussi résistante qu'une couleur à l'huile

LACKECLAIR : Tons éclatants, résistance maximum, séchage en 4 heures.

Simili-Pierre de France : Couleur imitant parfaitement la pierre de France.

Les laques cellulosiques **Dukeyno** et **Nitrolan**.

INDEX DES ANNONCES

AMEUBLEMENT :

Rod. Claes
Van Der Borcht Frères, S.A.

AMEUBLEMENT DE CUISINE :

Etablissements E. J. Van De Ven

APPUIS DE FENÊTRES :

L. Claes

ASCENSEURS :

Schindler & Cie

BETON :

Betons flottants
Marcel Delvaux
Armand Detry
Imprégnation des Bois, S.A.
M. E. Rossbach

BRIQUES :

Tuileries et Briqueteries d'Hennuyères
Maison Kessels

BRONZES :

Rod. Claes

BUREAU D'ETUDES :

M. E. Rossbach
Léon Tirifahy

CARREAUX :

L. Claes

CÉRAMIQUES :

L. Claes

CHASSIS METALLIQUES :

Alfred François

CHAUFFAGE :

J. Lasserre

CIMENT :

Ciments d'Obourg

COFFRAGE :

Farcométal - Léon Tirifahy

COULEURS :

De Keyn Frères
Les Fils Lévy-Finger

COUVRE-MURS :

L. Claes

DÉCORATION :

Henri Manneback

ELECTRICITÉ :

Fernand Deswert

EMAUX :

De Keyn Frères
Les Fils Lévy-Finger

ENCADREMENTS :

L. Claes

ENTREPRISES GENERALES :

Marcel Delvaux
Armand Detry
François & Fils

ETALAGES :

Rod. Claes

FERRONNERIES :

Alfred François

GRANIT :

Société Anonyme de Merbes Sprimont

HOURDIS :

Farcométal - Léon Tirifahy
Tuil. et Briq. d'Hennuyères et de Wanlin
Imprégnation des Bois
Plancher Tubacier

LATTIS METALLIQUES :

Léon Tirifahy

LINOLEUM :

Van Der Borcht Frères, S.A.

LUMINAIRES :

Rod. Claes

MARBRES :

Société Anonyme de Merbes Sprimont

MONTE-CHARGE :

Schindler & Co.

PLAQUES ET PANNEAUX ISOLANTS :

Insulite
France & Co.

PARQUET :

France & Co.

PEINTURE :

H. Manneback

POTEAUX :

Imprégnation des Bois, S.A.

REPRODUCTION DE PLANS :

Fernand Couvreur

REVETEMENTS :

Imprégnation des Bois, S.A.
Janlet, Pardoën & Roelants

SEUILS :

L. Claes
Tuileries et Briqueteries d'Hennuyères

TAPIS :

Van Der Borcht Frères, S.A.

TAPIS CAOUTCHOUC

France & Co.

TAPISSERIES :

H. Manneback
Van Der Borcht Frères, S.A.

TENTES :

A. François

THERMOSTATS :

The Reostatic Co.

TUBES :

Usines à tubes de la Meuse

TUILES :

Maison Kessels
Tuileries et Briqueteries d'Hennuyères et de Wanlin

TUYAUX DE DRAINAGE :

Tuileries et Briqueteries d'Hennuyères

VERNIS :

De Keyn Frères
Les Fils Lévy-Finger

pd



Résidence-Palace à Bruxelles
Architecte : Michel Polak

quelques références PARMI TANT D'AUTRES

Le Résidence Palace	...	...	(49 app.)
La Fabrique Nationale à Herstal	...	...	(6 app.)
La Société Générale de Belgique	...	...	(22 app.)
La Sofina à Bruxelles	...	...	(14 app.)
L'Université de Louvain	...	...	(30 app.)
Les G ^{ds} Mag. Vanderborght à Bruxelles	...	...	(6 app.)
La plupart des C ^{ies} d'Assurances	...	...	(22 app.)

..... autant de preuves de la valeur incontestable de nos ascenseurs. - 60 années d'expérience, 30.000 appareils installés. - Notre spécialité : LA MARCHE SILENCIEUSE. Pour l'installation d'ascenseurs ou monte-charge de tous genres, vous avez intérêt à consulter la Fabrique Belge d'



ASCENSEURS

Schindler & C^{ie}

30, RUE DE LA SOURCE, BRUXELLES • TÉL. 37.12.30



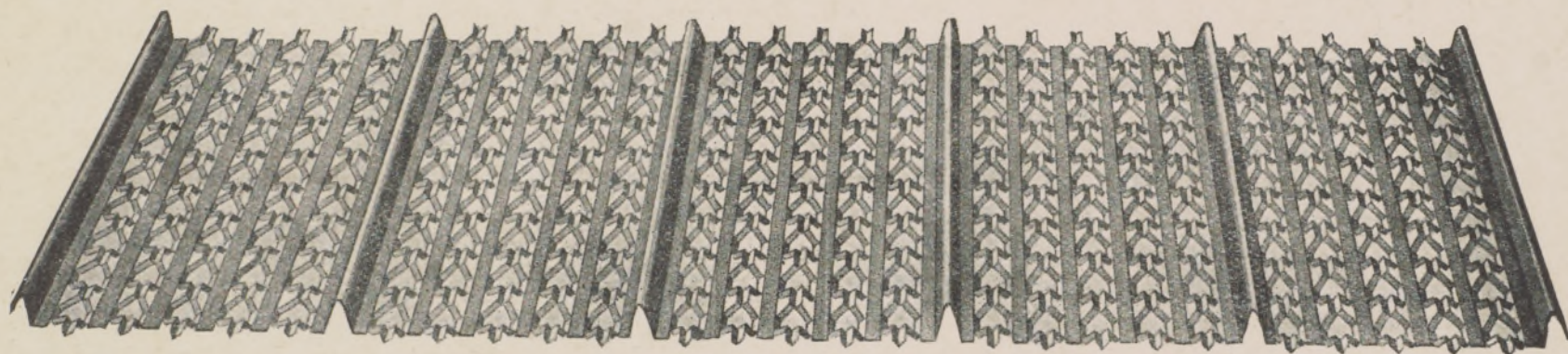
T U B A X

MEUBLES EN TUBES D'ACIER

RUE W. KUHNEN, 28, SCHAEERBEEK - TÉLÉPHONE 15.52.47

FARCOMETAL

BREVETÉ EN TOUS PAYS



PROGRAMME DE FABRICATION :

FARCO N° 1 POUR BETON ARMÉ, en tôles de 0.35, 0.50 et 0.65 mm. d'épaisseur.
Poids respectifs : 3 kg. 100, 4 kg. 450, 5 kg. 800 par mètre carré.
Les feuilles de "FARCO" ont des nervures parallèles de 20 mm. de hauteur et de 0.90 mm. d'entredistance.
La largeur des feuilles est de 270, 540 et 810 mm.
Longueurs : 1 m. 50, 2 m., 2 m. 50, 3 m., 3 m. 50.
Le "FARCO" se livre PLAT ou CINTRÉ, verni ou non verni.

FARCO N° 2 POUR MURS, CLOISONS ET PLAFONDS à nervures de 9 mm. de hauteur.
Largeur : 45 cm. Epaisseur : 0.30, 0.35, 0.40 mm.
Poids : 1 kg. 600, 1 kg. 860, 2 kg. 120 par mètre carré.
Longueurs : 1 m. 50, 2 m., 2 m. 50, 3 m.

L'assemblage des feuilles s'effectue par emboîtement des nervures et poinçonnage. — Nous livrons les cisailles poinçonneuses et tous accessoires de fixation.

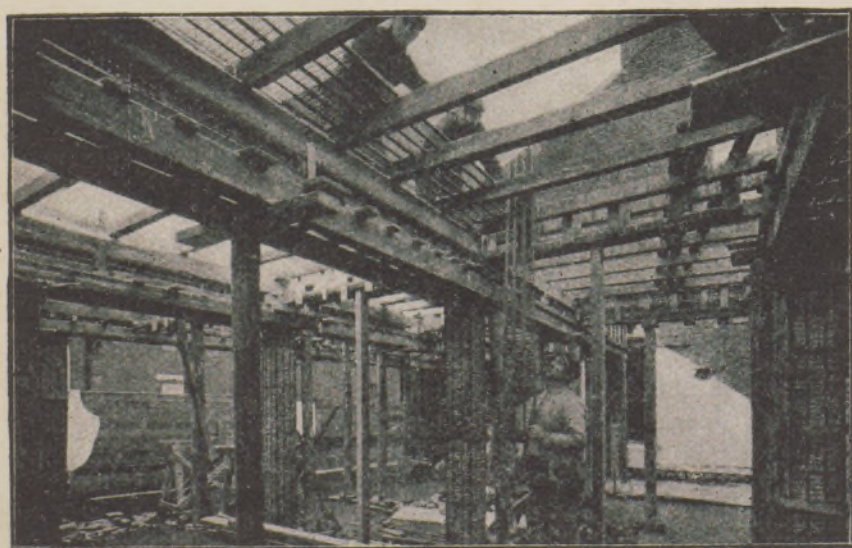
Le « FARCOMÉTAL » présente donc la série des avantages suivants :

Avantages directs

1. Economie des coffrages en bois ;
2. Armature continue ;
3. Suppression des fissures ;
4. Adhérence des enduits ;
5. Rapidité de construction.

Avantages indirects résultant de l'emploi du Béton de Bims

1. Réduction importante du poids des constructions ;
2. Augmentation de la résistance à la traversée du froid, de la chaleur, ainsi que de l'insonorité.



Léon TIRIFAHY, ———— INGÉNIEUR

Agent général des USINES RAGHENO, Soc. An. à Malines

57, Rue Gachard
BRUXELLES

Téléphone 48.69.54

Le progrès dans la construction des Bâtiments

Le "FARCOMETAL" est une tôle estampée, déployée et nervurée.

Les nervures, distantes d'environ 90 mm. pour le "FARCO" N° 1 et de 110 mm. pour le "FARCO" N° 2 et ayant, suivant les types, 20 et 9 mm. de hauteur, constituent des facteurs de résistance que ne possèdent pas les produits divers connus sous le nom de métal déployé, produits qui ne sont que des treillages sans résistance aux efforts perpendiculaires à leur surface.

Le "FARCOMETAL" peut donc être utilisé comme ARMATURE DE RESISTANCE dans tous les ouvrages en béton armé : planchers, cloisons, réservoirs, voûtes, collecteurs, aqueducs, etc. Ses crochets lui assurent une adhérence parfaite aux béton et enduit.

Par suite des petites dimensions données aux perforations, le "FARCOMETAL" retient parfaitement le béton et le mortier, et peut dès lors servir DE COFFRAGE, en supprimant l'usage des bois réduits à des étançons.

Pour exécuter un plancher en béton armé, il suffit de placer des feuilles de "FARCO" sur les gîtes ou poutrelles et de les recouvrir ensuite de béton, en supprimant dans la plupart des cas tous autres fers d'armatures. C'est une véritable innovation, pratique et économique, que le "FARCO" réalise dans l'édification des hourdis en béton, EN REALISANT LE DOUBLE OBJET DE COFFRAGE ET D'ARMATURE. Cette armature présente le grand avantage de répartir uniformément le métal, en augmentant ainsi considérablement la résistance pour un même poids de métal et en évitant le fissurage des dallages et cloisons.

Grâce à ses aspérités, le "FARCOMETAL" permet d'utiliser les bétons maigres à base de ponce (béton de bims), qui n'adhèrent pas convenablement aux armatures lisses ordinaires.

La faible densité et la remarquable isolation des bétons maigres sont connues.

Tandis que le poids du béton ordinaire est de 2 kg. 200 au m³ celui du béton de ponce, dit béton de bims, n'est que de 1 kg. 250. Et tandis que la conductibilité du béton ordinaire est de 0.65, celle du béton de bims n'est que de 0.20. Le béton de bims réduit le poids des constructions dans des proportions importantes et les rend beaucoup plus isolantes. Ce système de hourdi breveté "Tirifahy" permet de réaliser une résistance même plus grande que le système ordinaire, avec l'emploi de béton de bims et couche de compression en béton ordinaire qui donne une légèreté et une isolation beaucoup plus grandes.

Le "FARCOMETAL" convient également, grâce à sa raideur et à ses crochets, à la réalisation de l'armature des murs extérieurs, des cloisons, des sous-plafonds suspendus et des voûtes de toute forme.

Quelques références :

Hourdis du Gratte-Ciel d'Anvers : 20.000 m².

Planchers et terrasses isolants et faux-plafonds des Grands Palais, construits par la ville de Bruxelles : 50.000 m². Système "Tirifahy" à base de béton de bims.

Plafonds isolants des casernements à la frontière pour le Génie Militaire : 25.000 m².

Hourdis isolants du Hôme des Etudiants, à l'Université de Bruxelles. Système "Tirifahy" à base de béton de bims.

Maisons entièrement construites en "Farco" à Liège, Louvain, Bruxelles.

Hourdis d'immeubles à appartements à Bruxelles : 25.000 m².

Catalogues, Echantillons, Tarifs

Tous renseignements sur demande

Léon TIRIFAHY, INGÉNIEUR

Agent général des USINES RAGHENO, Soc. An. à Malines

57, Rue Gachard
BRUXELLES

Téléphone 48.69.54

TUILES DE DIVERS MODELES

NOMBREUX ACCESSOIRES

BRIQUES DE PAREMENT

lisses ou sablées.

PLANCHERS TRANSPOR-

TABLES EN BRIQUES

CREUSES armées de
fers feuillards.

*Nos produits sont exposés
à la Bourse du Bâtiment*

82, Rue de la Loi, 82

BRUXELLES

Stands n°s 10 et 11

Boisseaux,
Couvre-murs,

Tuyaux de drainage,
Seuils de fenêtres,

Hourdis de luxe, couvre câbles,
Briques ordinaires et d'épau-
lement pour rails de tramways,
etc... etc...

Briques creuses (8 x 15 x 30) pour
maçonnerie économique (remplissage,
murs de clôture, cloisons, etc...)

**Tuileries et Briqueteries
d'Hennuyères et de Wanlin**

SOCIETE ANONYME

à HENNUYÈRES (BELGIQUE)

Téléphones : BRAINE-LE-COMTE n° 9 — REBECQ n° 214

Depuis 1898

KESSELS BRUXELLES - 1 à 3 QUAI DES USINES (Ponts de Laeken)
est votre adresse pour : Tél. 15.29.85

Toutes Briques de Façade (véritable Brique de Venloo C. H. V. lisse,
Brique de Dieren rugueuse, etc.)

Tuiles "Métal T. T. R." (15 et 20 au m². Rouge ou Bleu-Argenté)

ÉCHANTILLONS GRATIS ET FRANCO

Nos produits sont exposés à la Bourse du Bâtiment

Henri MANNEBACK

PEINTURE
DÉCORATION
TAPISSERIE

rue Léon Mignon, 38
BRUXELLES
TÉLÉPHONE 15.27.94

ARMAND

DETRY

**Entreprises générales
Béton armé**

82, rue du Haerne
ETTERBEEK
Téléph.: 48.55.26

**LOVANITE
LUXONA
LEYLAND
TENTEST**

La plaque isolante ininflammable et imputrescible. Élément constructif de faible densité, grande résistance et du plus haut rendement. Fabrication nationale.

Parquet de luxe fourni en planches prêtes à poser à un prix guère plus élevé que le plancher usuel plus sa peinture. Saisonné et séché scientifiquement.

Le seul tapis en caoutchouc de qualité inégalable, le seul inodore, inaltérable, inusable, résultat d'expérience plus que centenaire. Fabriqué en 150 coloris.

Le premier panneau isolant: Le premier il y a plus d'un quart de siècle — aujourd'hui encore le premier. Rendement thermique et acoustique incomparable.

FRANCE & C° ■ 8, RUE DE LA BOURSE ■ BRUXELLES ■ TEL. 11.96.55

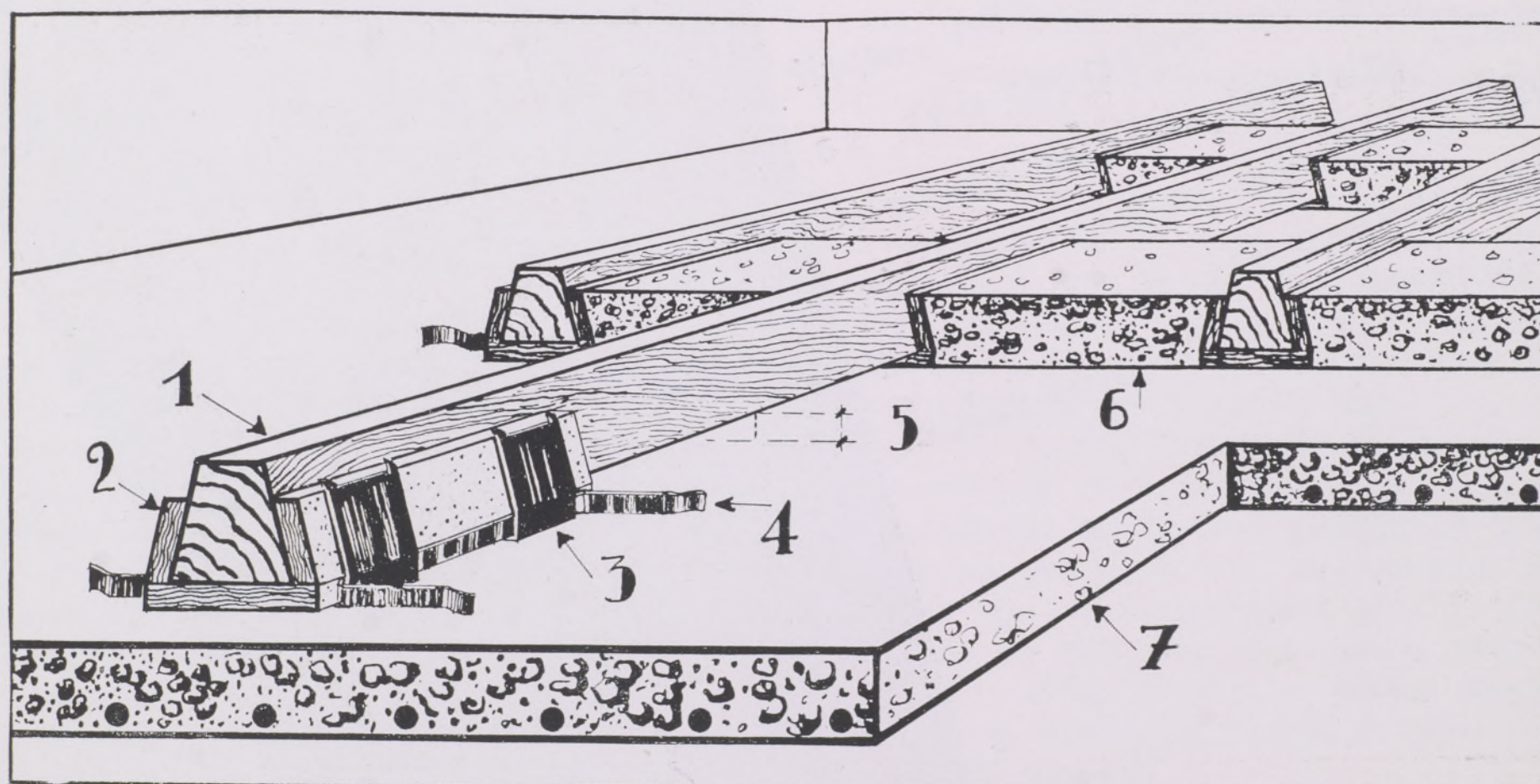
CLAES

SPÉCIALITÉS CÉRAMIQUES
12, RUE DU CROISSANT, BRUXELLES - Tél. 37.57.13

Seuils et appuis de fenêtres / marches / couvre-murs / encadrements / carreaux de grands formats / terra-cotta, etc.

ONEKO LAMBOURDES ISOLANTES CONTRE LE BRUIT

SYSTÈME BREVETÉ



1 Lambourde en bois.

2 Coussinet isolant.

3 Agrafes non clouées.

4 Ancrage.

5 Vide pour passage des canalisations.

6 Béton de chaînage.

7 Hourdis plein et creux.

FOURNIES PRÊTES A LA POSE
ÉCONOMIE - LÉGÈRETÉ

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :

VALLAEYS & VIERIN

AVENUE BROUSTIN, 69, BRUXELLES - Téléphone 26.34.11

La présence du marbre naturel dans
un immeuble n'est pas seulement
une marque de bon goût.

Elle est aussi l'indice d'un esprit
avisé, car le marbre, par sa
valeur intrinsèque, par sa soli-
dité, sa durée et ses qualités
décoratives, est un élément
incontestable de plus-value.

Seul l'emploi
de matériaux
naturels donne à
une construction
toute sa valeur.

L'Evolution de l'Habitation Individuelle

Extraits de l'étude d'Alexandre Klein
„MAISONS POUR UNE FAMILLE”
Stuttgart, 1934, chez Julius Hoffmann.

L'évolution de l'architecture démontre que les époques où prédomine la complexité des formes sont toujours suivies d'une réaction dans le sens d'une plus grande simplification et clarté, avec retour direct ou indirect aux modèles et proportions de l'antiquité greco-romaine vers laquelle aspireront toujours ceux qui cherchent la suprême harmonie et le parfait équilibre. C'est ainsi que la Renaissance a succédé à l'architecture du Moyen-Age, le style classique du 18^e siècle — au Baroque. C'est ainsi qu'à la veille de la Grande Guerre on avait délaissé à l'électisme, le romantisme et le modernisme pour en revenir encore une fois aux classiques. De nos jours après les tâtonnements d'après-guerre, nous voici derechef en quête de simplification; nous nous efforçons d'allier la sévérité des formes antiques à la manière libre qui s'est implantée dernièrement. En commençant par le 16^e siècle (voir fig. 1-5a) nous rencontrons en Italie toute une architecture de l'habitation. Naturellement ce sont pour la plupart des palais ou villas où s'étalait le faste des petits états indépendants, Les princes et la noblesse d'alors avaient du goût pour le classique et renonçaient facilement à leur commodité pour contenter leur sens esthétique. Ayant à leur service une nombreuse valetaille les propriétaires de ces hôtels pouvaient s'offrir le luxe d'écarter tout ce qui pouvait préjudicier l'effet d'ensemble, et reléguer les communs à un sous-sol ou plus fréquemment encore une annexe (fig. 27-34). Il s'agissait donc à cette époque des grands bâtiments servant aux réceptions, de véritables résidences seigneuriales situées généralement en dehors des villes.

Les grands principes de l'architecture classique — l'axialité et la symétrie étaient presque toujours respectés à cette époque. Le plan du bâtiment était caractérisé par un portique avec loggias et une grande salle, aux proportions bien gardées, cet harmonieux ensemble aboutissant à un jardin. Tout élément perturbateur était banni de cette grande et simple architecture.

Les escaliers — modestes et à l'écart. Le jardin, les cours intérieures, les « jardins de devant » les escaliers extérieurs ainsi que les annexes étaient subordonnés au corps de logis et englobés dans un ensemble. Même les alentours étaient compris dans le plan général et au besoin transformés à grands frais.

Vers le milieu du XVIII^e siècle (fig. 6-10a) nous assistons à un revirement de la tendance: on s'achemine vers des conceptions qu'on peut qualifier de bourgeoises. Un nouveau genre de vie, de nouveaux besoins se font sentir qui ne s'accommodent plus du grand style Renaissance. Le goût n'est plus pur, la compréhension manque. Le confort devient la grande préoccupation à laquelle on sacrifie les façades et salles imposantes des siècles précédents.

On constate l'altération de la forme du portique, au dépens duquel on développe le vestibule et l'escalier. Il arrive même (fig. 8) qu'une partie de l'emplacement réservé anciennement au portique est occupée par des dégagements etc. Chaque pièce doit avoir ses fenêtres donnant sur l'extérieur; la maison doit présenter le maximum de commodités avec le maximum de superficie. Au début du 19^e siècle (fig. 11-15a) la maison bourgeoise présente une certaine discordance entre les formes et la destination des locaux. Ce manque d'harmonie ne fait que croître au cours du siècle, ce qui n'est que naturel si on tient compte des grands changements intervenus et notamment des exigences du confort moderne. Comme à toutes les époques de décadence; nous voyons qu'au 19^e siècle le contenu est subordonné à la forme.

Vers 1850, en Angleterre notamment se manifeste un mouvement de rationalisation dans l'architecture de l'habitation. Au point de vue technique des succès notables sont enregistrés. Toutefois les plans manquent d'unité, les façades sont fantaisistes et romantiques. En Allemagne le romantique a dégénéré en un véritable chaos, surtout vers l'époque du grand essor

industriel qu'a connu ce pays. On manque vraiment de goût. On veut allier le confort bourgeois à l'étalage pompeux de ses richesses. C'est l'époque des grandes pièces, des grands meubles, des lourdes tentures etc. La réaction de ces dérèglements s'est bien vite fait sentir. OSTENDORF avec son école (fig. 16-23b) s'inspire du classique et notamment de l'architecture du 18^e siècle. Il prétend opposer le respect de la tradition à la liberté désordonnée qu'affectent ses contemporains. Dans le plan d'une maison il faut, affirme Ostendorf qu'une directive artistique préside à la composition y compris les détails.

Ce n'est pas par hasard que O. se tourne vers le 18^e siècle avec sa riche ornementation en colonnes, pilastres etc. Il estime que c'est le style qui convient le mieux aux exigences de son époque.

Les prévisions de O. ne se sont pas réalisées. Dès l'avant-guerre on avait dû constater qu'un retour au XVIII^e siècle était irréalisable (dans le domaine de l'habitation). Si la Renaissance avait réussi à reprendre les motifs antiques c'est que les seigneurs italiens du XVI^e siècle ne différaient pas sensiblement quant à leur genre de vie et à leurs conceptions générales, des Grecs et des Romains. Mais on ne pouvait guère appliquer les règles du XVIII^e siècle à des conditions sociales et économiques inconnues jusqu'alors, comme le furent celles des premières années du XX^e siècle. Les schémas d'Ostendorf ne tenaient pas suffisamment compte du sens pratique de l'époque, du confort et des inventions nouvelles. Nous voyons (fig. 18-22b) que malgré la symétrie extérieure, le principe d'axialité n'est plus maintenu, ou quand on le retrouve encore c'est aux dépens d'une disposition rationnelle des locaux. Si on envisage la forme des pièces (fig. 16, 18, 19, 21) nous voyons que celle-ci est défavorablement influencée par les préoccupations « artistiques ». Il s'en suit un ensoleillement insuffisant, des espaces vides, des difficultés en ce qui concerne l'ameublement des pièces. Le souci de conserver malgré ce déséquilibre intérieur, une harmonie de façade et de proportions, même à ce qu'on pourrait appeler la pseudoaxialité et l'architecture papier-Architectus parade (fig. 22-23b).

Ces dernières années nous voyons se développer à côté de tendances « modernes-traditionnelles », une nouvelle architecture qui prétend se libérer du schématisme d'Ostendorf. En se déclarant pragmatique, cette école au fond n'en est pas moins romantique.

Par opposition au classique, cette architecture attribue un rôle prépondérant à la construction et aux matériaux. La disposition intérieure est tellement négligée que les bâtiments paraissent réduits à une seule dimension.

Entre ces deux tendances opposées un compromis semble s'être établi tout récemment. C'est pourquoi nous pouvons parler à l'heure actuelle d'une synthèse

qui nous ouvre une nouvelle voie en architecture. Quelle sera cette synthèse ?

Nous devons probablement renoncer aux formes géométriques et aux démarcations rigoureuses du style classique, sans pour cela nous mouvoir trop librement dans l'espace. Le confort moderne nécessitera d'autre part une disposition garantissant la facilité des mouvements d'une pièce à l'autre pour les locataires sans qu'ils se gênent mutuellement. Il s'en suivra donc une plus grande flexibilité dans les plans. Cette grande liberté laissée à l'architecte ne doit cependant pas être considérée comme une diminution de sa responsabilité : bien au contraire sa tâche n'en sera que plus difficile, toute liberté dans la composition devant être compensée par une préparation et une discipline rigoureuses.

Dans la conception d'une petite habitation, où les considérations d'ordre technique, la commodité, le confort, l'emportent sur toute autre préoccupation, l'architecte doit procéder de l'intérieur vers l'extérieur ; il doit concilier les exigences les plus opposées pour aboutir finalement à la synthèse et à l'harmonie. De nos jours il n'est plus possible de s'inspirer d'un plan tout fait comme le faisait l'école d'Ostendorf, ni de subordonner la composition à une idée préconçue.

Les textes et plans qui suivent ont pour but de démontrer dans quel ordre doit procéder l'architecte dans l'établissement de plans pour des habitations à dimensions modestes.

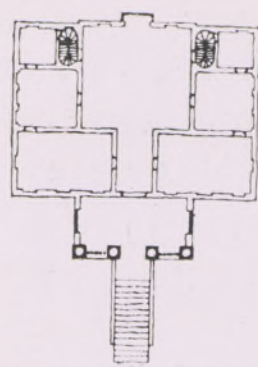
Le premier pas consiste à faire un dessin schématique de la façade et de l'intérieur. Ce premier plan sera nécessairement imparfait.

On recherche alors les causes du manque d'harmonie et autres défauts constatés et on ira vers une solution qui tout en tenant compte des contingences pratiques réalisera un équilibre parfait des parties au point de vue esthétique.

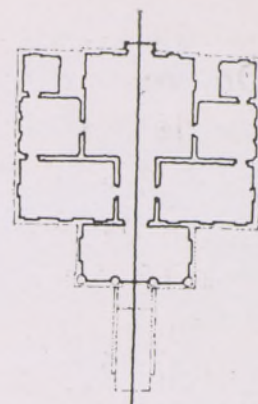
Les fig. 35-44 et le texte qui les accompagne représentent l'évolution du vestibule et de l'escalier, de la Renaissance jusqu'à nos jours.

Dans les constructions italiennes du XVI^e siècle, le pivot était constitué par ce qu'on appelait le « portique » avec son aboutissement dans le jardin. Sur cet axe rien ne devait encombrer la vue, ni nuire à la grandeur et à la netteté du plan. Les escaliers conduisant à l'étage étaient effacés, mal ou point éclairés, à l'opposé de l'architecture du XVIII^e siècle qui comportait un escalier magistral et parfaitement éclairé. Si l'escalier ne reliait que le rez-de-chaussée au 1^e étage, il ne consistait que d'une volée, ce qui le rendait plus imposant. Dans les autres cas il y avait deux ou trois volées. Si le plan ne permettait pas de faire partir l'escalier directement du centre du vestibule, on le disposait du côté droit de préférence. Cette règle n'est pas restée sans influence sur l'évolution de l'habitation « bourgeoise », et encore de nos jours des vestiges en subsistent dans certains genres d'architecture.

Fig. 1 et 1a. (Note : les esquisses accompagnant les plans ont pour but de faciliter la compréhension au lecteur.) (Architecte Palladio, Villa Porto à Vancimuglio.) Prédilection marquée pour un style pompeux inspiré par l'étude des principes d'architecture greco-romaine. Axialité, symétrie. Les dimensions réduites du bâtiment, de même que le porche et l'escalier disposés à l'avant-plan, accentuent au plus haut degré la forme axiale. Les escaliers intérieurs ne jouent qu'un rôle effacé dans l'ensemble et ne portent pas préjudice à la clarté de la composition.

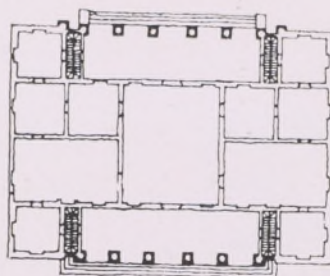


1

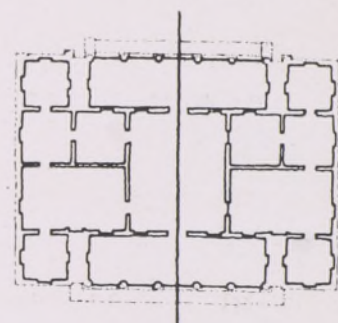


1a

Fig. 2 et 2a (Palladio, Villa Valmarana à Lisiera). La composition est plus riche du fait du développement plus grand des axes secondaires. L'architecte a réussi à maintenir le principe d'axialité dans toutes les onze pièces aménagées dans le bâtiment. Très caractéristiques sont les deux grandes loggias. Les quatre escaliers sont assez effacés et non différenciés.

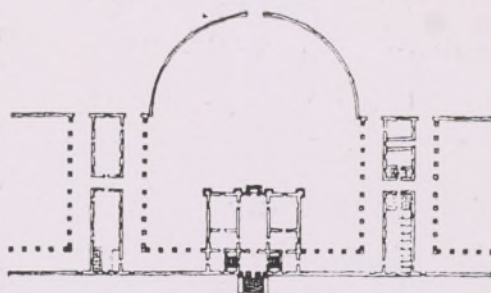


2

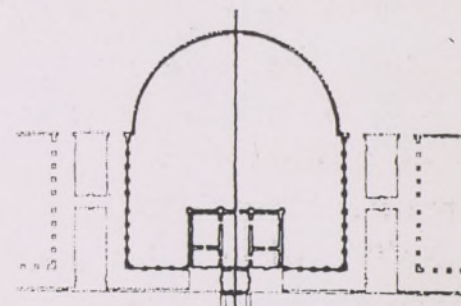


2a

Fig. 3 et 3a (Palladio, Villa Angarano près Bassano). Encore une fois le principe de l'axialité domine le plan d'ensemble et se trouve rehaussé par la disposition des cours et du jardin, ainsi que par les annexes qui ne forment qu'un avec le corps de logis. La forme des bâtisses et des cours intérieures est simple et consiste en losanges et carrés. Seul le mur entourant le jardin adopte une forme concave, rotundité qui complète et parachève le plan d'ensemble.

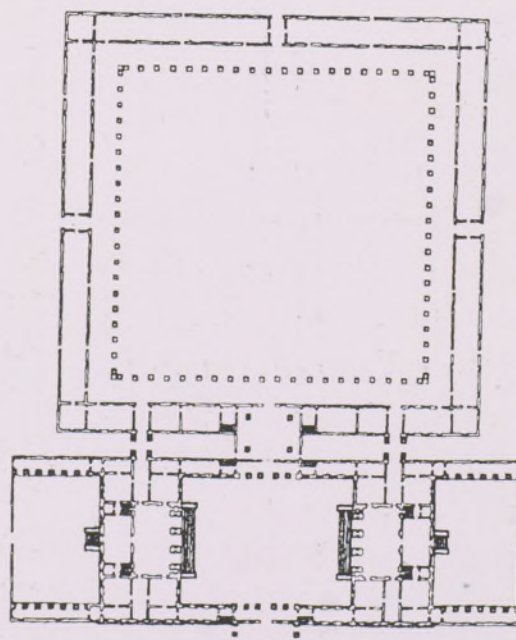


3

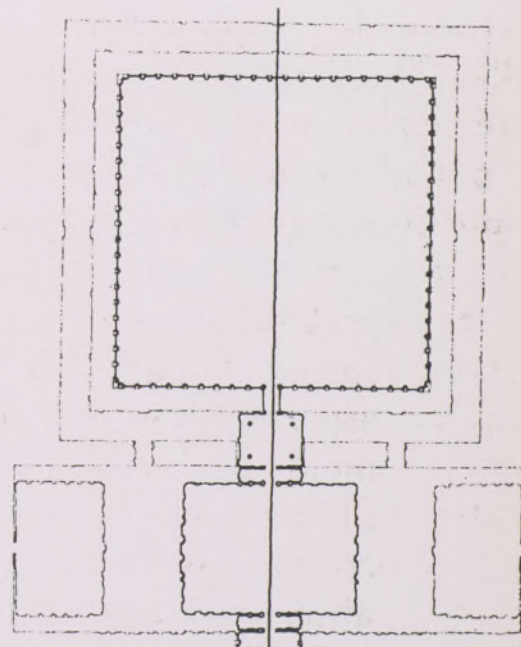


3a

Fig. 4 et 4a (Palladio, Villa M. Thiene à Quinto). Concentration puissante des bâtiments qui permet de dégager entièrement les pièces disposées à l'extérieur. On sent une unité de conception, un plan d'ensemble qui comprend les modifications apportées aux alentours de la villa. L'effet esthétique est donné par la façade et ses colonnes.

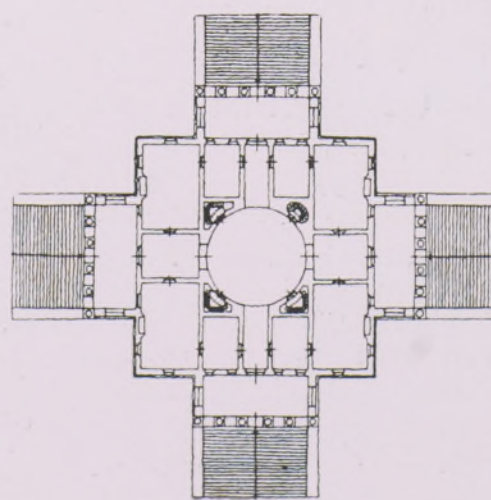


4

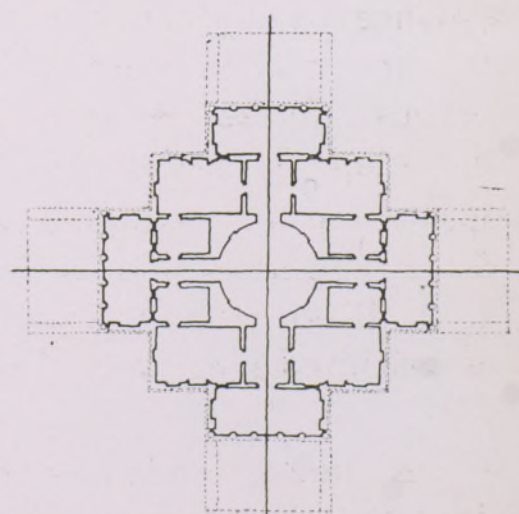


4a

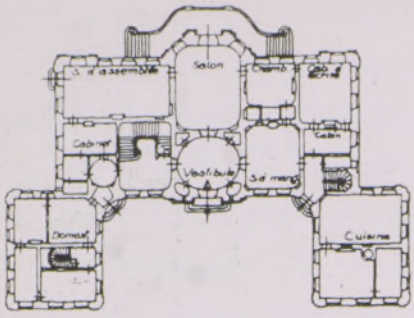
Fig. 5 et 5a (Palladio, Villa Rotonda près Vicence). Le bâtiment comporte deux axes en diagonale parfaitement symétriques. La composition s'étend par ailleurs sur les 2 axes de l'emplacement donné. Les propositions sont inspirées des lois harmoniques empruntées aux Romains (cf. II et IIa). Le visiteur pénètre jusqu'au cœur même de la maison où il perçoit un deuxième axe fortement prononcé également et ayant son aboutissement dans le jardin.



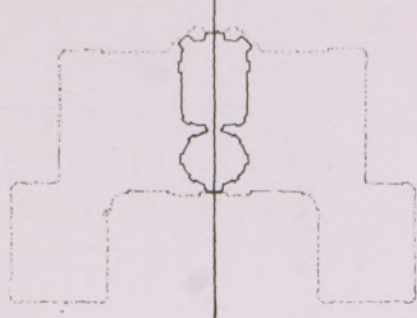
5



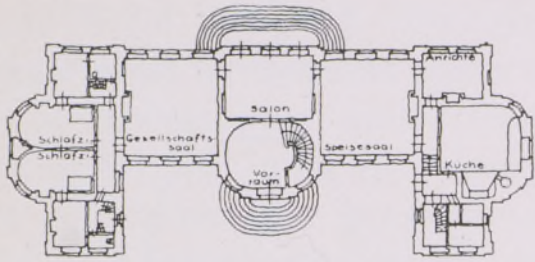
5a



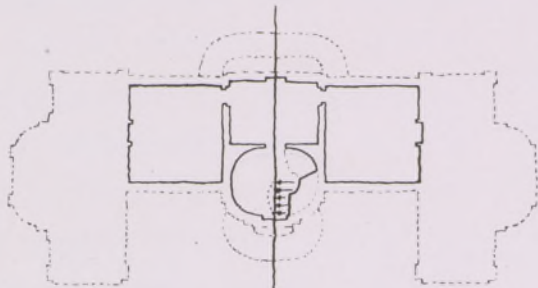
6



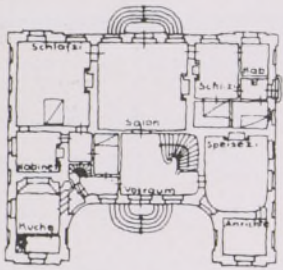
6a



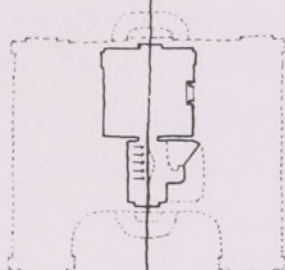
7



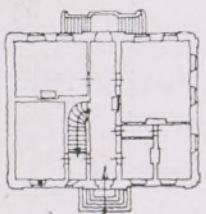
7a



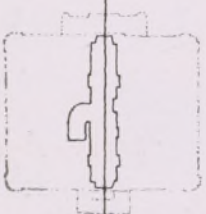
8



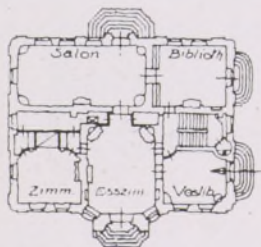
8a



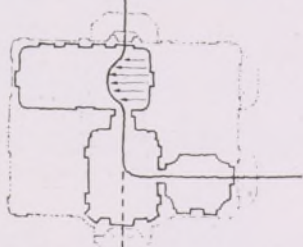
9



9a



10



10a

Fig. 6 et 6a (Château de Crans).

Vestiges de l'influence et de la pompe italiennes, avec écart prononcé vers le confort et raffinement du 18^{me} siècle. Le motif principal — vestibule-salon — commence à perdre en importance ; par contre l'escalier connaît un grand développement. Réservé aux "maîtres" et à leurs invités, l'escalier se trouve dans une cage bien éclairée donnant directement sur le vestibule. Le bâtiment contient en outre des escaliers de service plus ou moins dissimulés (voir ce qui est dit plus bas à propos des fig. 35-44). Les communs sont étroitement reliés au corps de logis, solution plus pratique que celle adoptée dans les palais italiens (voir plus bas ce qui est dit concernant l'utilisation du terrain à propos des fig. 27-34). La cuisine est encore séparée, mais elle se trouve à proximité de la salle à manger. Les chambres d'apparat ne sont plus si nombreuses ; elles font suite aux appartements privés. Les contours du bâtiment ne présentent plus la forme cubique si prononcée dans les villas italiennes.

Fig. 7 et 7a (Maison de campagne d'après Ch. E. Briseux, tiré d'une édition de l'an 1743).

Comme dans la figure précédente, le vestibule et le salon sont peu développés. Une place relativement importante est attribuée à la salle à manger, cuisine et services. Malgré ce changement, la villa conserve le caractère somptueux que nous avons vu chez les Italiens. L'escalier disposé sur un côté porte préjudice à la netteté de forme du vestibule. Les appartements privés sont entièrement séparés des pièces de réception. Le portique en saillie rond et convexe, comme on le trouve généralement à cette époque, est peu engageant, ce qui est vrai aussi pour l'escalier aménagé, dans le portique.

Fig. 8 et 8a (Maison de campagne d'après Briseux, même source).

Le but qu'on s'est proposé, modeste et compliqué à la fois, le tout subordonné à des tendances classiques, a eu une certaine confusion pour résultat. Le vestibule situé en dehors de l'axe, avec l'escalier en retrait, annule l'effet qu'on comptait obtenir par la disposition axiale des pièces. Si on peut encore parler d'un axe principal, l'axe perpendiculaire est inexistant. D'un côté se trouve une grande chambre à coucher, de l'autre, cinq petites pièces. Une partie du vestibule a été employée pour y aménager une chambre de servante et un corridor (cf. le portique italien des fig. 1-4). Ce specimen d'architecture démontre clairement que la façade ne correspond plus au plan intérieur : 12 portes et fenêtres sur 29 sont factices.

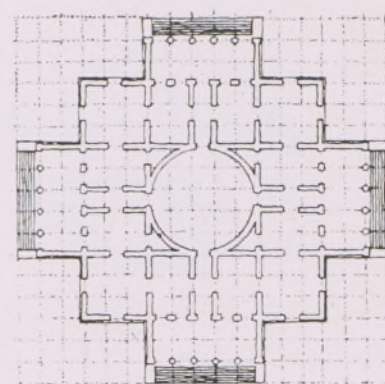
Fig. 9 et 9a (M. Céligny, Suisse).

L'axialité se réduit ici à un étroit corridor où prend naissance l'escalier conduisant à l'étage. Il serait intéressant de comparer cette axialité rudimentaire avec d'autres types d'architecture semblables, tels que le style colonial américain, p. ex. (fig. 15 et 15a).

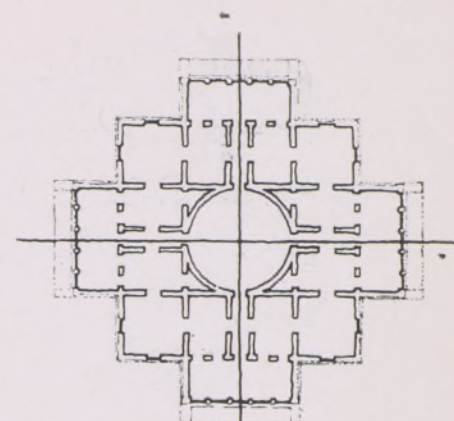
Fig. 10 et 10a (M. Reijot Varembe, Genève).

Tendances "bourgeoises" de plus en plus prononcées : séparation plus marquée entre les appartements privés et le jardin d'une part, l'entrée d'autre part. Plus grande intimité (cf. 6, 7 et 8). Le vestibule est latéral et asymétrique. L'axe se déplace et mène le visiteur à travers la salle à manger devenue chambre de communication, au salon et au jardin.

Fig. 11 et 11a (Exemple théorique, tiré des "Leçons d'Architecture" de Durant, 1802 et présentant une grande ressemblance avec la Villa Rotonda de Palladio). En tenant en regard les fig. 5 et 5a, le lecteur pourra se convaincre de l'excès de schématisme qui caractérise le style Empire. (Voir aussi Introduction, note 2.) La composition de l'époque suivait un schéma abstrait, les proportions entre les différentes pièces étant basées sur un simple calcul, au contraire de ce qui se faisait lors de la Renaissance où des principes plus élevés présidaient à la conception du plan. A noter également la disposition judicieuse des colonnes dans la villa italienne, d'un effet infiniment plus agréable que la symétrie monotone de la fig. 11.

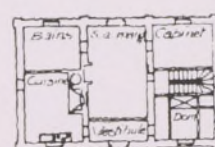


11a

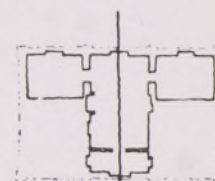


11

Fig. 12 et 12a (Maison de campagne à Chessy près Lagny en Brie, vers 1800). Le vestibule a dégénéré en une sorte de corridor et s'étale dans une direction opposée à la disposition générale des pièces. De ce vestibule on pénètre directement dans la salle à manger. Le salon, pièce principale jusqu'alors, fait totalement défaut. La salle de bain occupe une partie de la masse centrale du bâtiment ; il en est de même pour la cuisine qui, par ses dimensions, empiète sur l'emplacement destiné aux pièces principales.



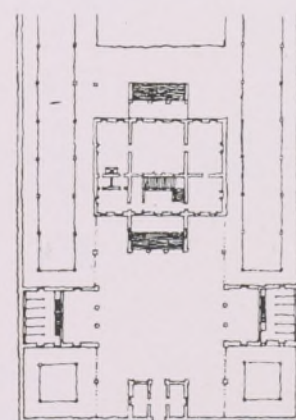
12



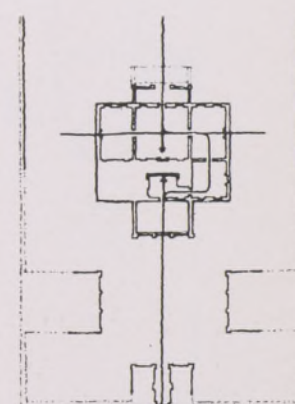
12a

Fig. 13 et 13a (Maison de campagne française, vers 1800).

Quel contraste avec le "Voorhof" de la Renaissance (fig. 4 et 4a) si nettement délimité. C'est bien caractéristique pour l'époque que ce désir d'englober la nature dans le plan, au lieu de la subordonner tout simplement à l'idée d'ensemble. Les ailes du bâtiment ne forment plus un tout continu et ne font plus l'impression d'une unité architecturale. Soucieux de séparer les appartements privés et le jardin, de l'entrée et des salles de réception, l'architecte a renoncé au principe de l'axialité. Pour gagner le salon, il faut passer par une antichambre et une salle à manger, ce qui entraîne pour le visiteur quatre changements successifs (à 90°) de direction. L'escalier occupe tout le devant de la façade, ce qui trouble la symétrie. La préoccupation est visible, de la part de l'architecte, de maintenir malgré tout l'axialité et l'harmonie dans l'ensemble de la composition, ce qui mène à un désaccord flagrant avec l'objectif visé.



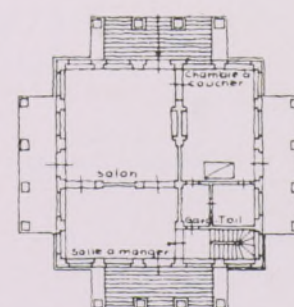
13



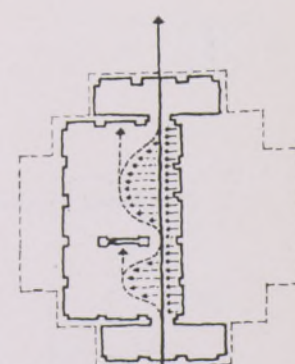
13a

Fig. 14 et 14a (Pavillon, vers 1800).

Façade monumentale avec deux axes perpendiculaires. Le but est atteint au point de vue extérieur. L'intérieur ne répond cependant pas à nos attentes. Aucune idée générale, aucun centre d'intérêt: rien que des pièces isolées, une habitation de petit bourgeois (cf. fig. 5 et 5a).



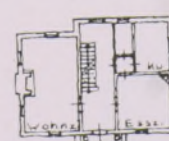
14



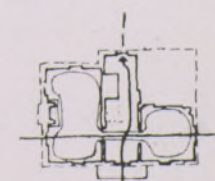
14a

Fig. 15 et 15a (Amérique).

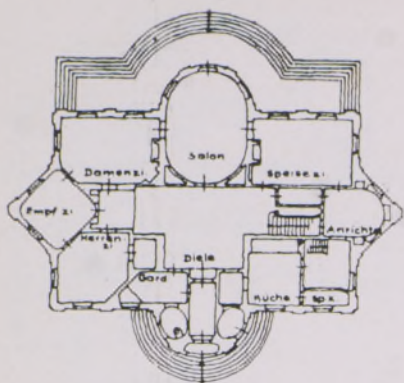
L'axe le long duquel étaient disposées (à l'époque classique) les salles de réception, forme ici une espèce de corridor dans lequel est aménagé l'escalier (cf. les spécimens datant du 16^{me} et 18^{me} siècle). La façade contient encore des vestiges d'axialité et de symétrie. Les portes et fenêtres ne sont disposées d'une façon symétrique que sur trois côtés, l'effet devant être concentré sur la "façade".



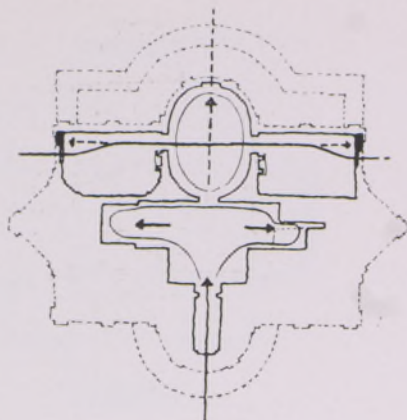
15



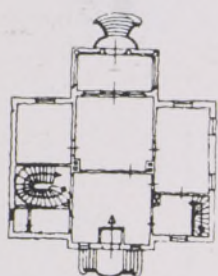
15a



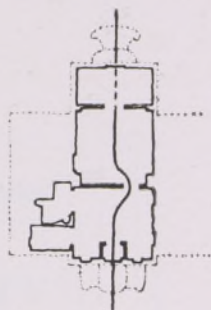
16



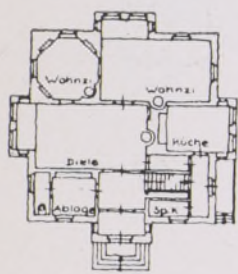
16a



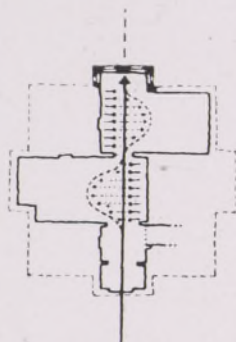
17



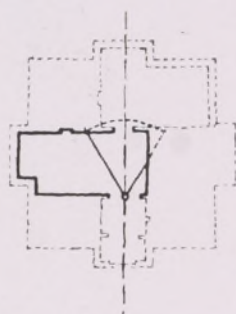
17a



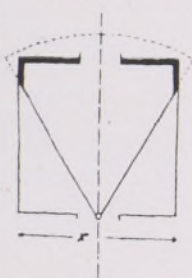
18



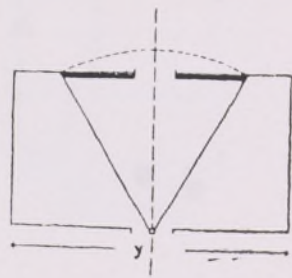
18a



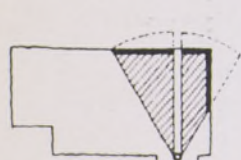
18b



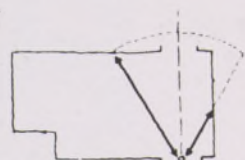
18c



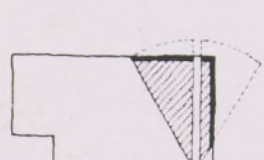
18d



18e



18f



18g



18h

Fig. 16 et 16a (Villa d'avant-guerre).

La ligne ronde convexe que nous connaissons déjà de la fig. 3, 3a et dont nous avons constaté par ailleurs l'effet peu engageant, se retrouve ici particulièrement accentuée aussi bien dans la façade principale que dans celle donnant sur le jardin. Le portique a abandonné la majeure partie de l'emplacement qui lui revenait jadis, au profit des cuisines et W.C. Ce qui en reste maintenant n'est qu'une entrée étroite qui en aboutissant au salon dessine un axe, il est vrai, mais dont l'axialité est fortement atténuée par la forme transversale du hall dont les lignes manquent de netteté et de cohérence. Tandis que dans la villa du 16^{me} siècle la direction dans laquelle le visiteur devait s'engager était précise ; ici, le plan tortueux le laisse insatisfait et perplexe. Les plans ont été subordonnés à des préoccupations d'ordre ornemental : l'office p. ex. fait pendant au petit salon, d'où une forme qui ne répond nullement à la destination de la pièce. En somme, nous avons à faire dans cet exemple à une architecture de fantaisie et la symétrie de l'intérieur, si elle existe, n'est pas organique.

17 et 17a (Villa d'avant-guerre).

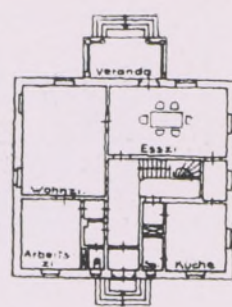
Encore un exemple qui démontre la dissociation graduelle entre la forme et le contenu, accompagnée d'un manque de compréhension dans l'aménagement de l'intérieur. Dans la fig. 17 l'axialité subit une perturbation du fait de la disposition asymétrique de la porte entre le vestibule et le salon, ainsi que par suite de l'adjonction d'un jardin d'hiver. Les planches qui se trouvent dans cette dernière pièce sont encombrantes et barrent la vue et le passage au jardin (d'été) qui devrait former la conclusion logique du plan. Il y a une disparité choquante entre ces plantes et le cadre naturel formé par les alentours de la maison. Très malheureux aussi le prolongement longitudinal de la façade arrière.

Fig. 18 à 18h (Villa, tiré de Ostendorf "Haus und Garten").

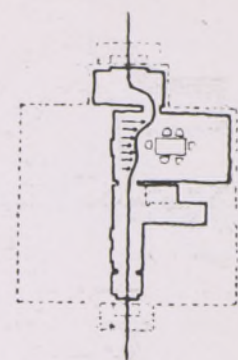
Les prolongements et saillies ajoutés au corps du logis sont en contradiction avec le plan intérieur. L'axe n'aboutit plus au jardin. Les deux pièces principales disposées sur l'axe, le hall et le salon, sont traitées d'une façon trop indépendante l'une de l'autre et, par conséquent, manquent d'harmonie (fig. 18a). L'emplacement des portes est également malheureux dans ces deux pièces et ne permet pas une vue d'ensemble. Les fig. c-h servent à démontrer ces vices du plan. En mettant la porte au milieu (fig. 18 c et d) l'architecte aurait rendu possible à une personne entrant par cette porte de percevoir la pièce dans toute sa largeur, comme le prouve le tracé géométrique. La fig. 18 f fait ressortir la longueur inégale des rayons visuels partant des yeux d'une personne debout sur le seuil de la pièce. Le spectateur obtient ainsi deux vues différentes de la pièce, au lieu d'une perception harmonieuse de l'ensemble. L'effort d'adaptation subi par les organes de la vue ne fait que renforcer l'impression désagréable créée par la disposition des lieux. Plus la porte se rapproche du mur, plus cet effet se fait sentir (fig. 18 g et h).

Fig. 19 et 19a (Villa, tiré de Ostendorf "Haus und Garten").

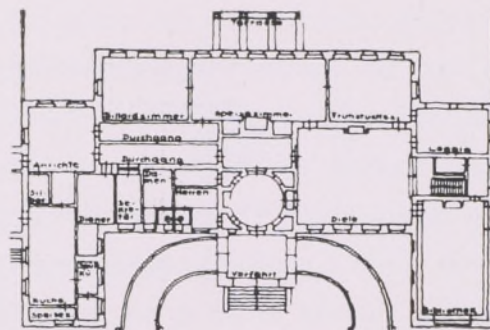
Un couloir en boyau à tendances axiales très fortes, nous mène non pas au salon, mais par une porte dérobée à une salle à manger perpendiculaire à l'axe. Celui-ci aboutit à un mur sans fenêtre, mais la personne qui voudrait suivre le mouvement, verra sa route barrée par une cloison et son attention attirée vers le mobilier disposé au centre de la salle à manger. En changeant de direction elle trouvera ensuite la porte du jardin, après quoi elle reprendra la ligne axiale. Ces détours ne seront pas évités si au lieu d'emprunter l'entrée principale, on pénètre dans la maison par le jardin.



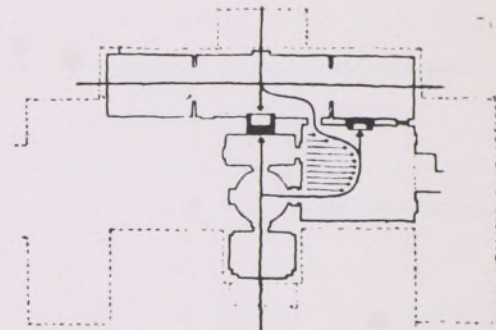
19



19a



20



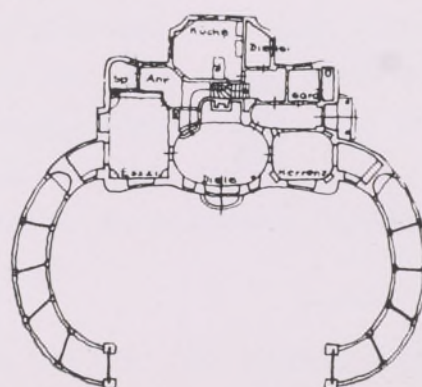
20a

20 et 20a (Villa, tiré du même ouvrage).

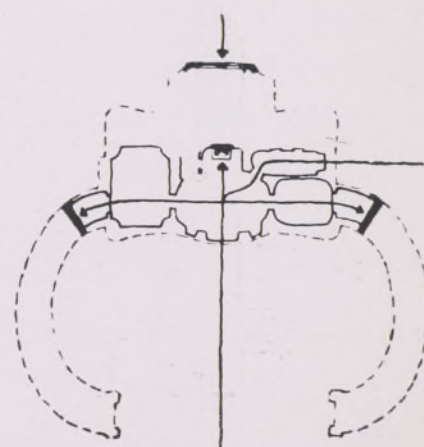
Le but que se propose l'architecte est de diviser les bâtiments en deux parties symétriques dont l'une contiendra 2 pièces et l'autre 14. La façade devra donc être indépendante de l'aménagement intérieur du bâtiment. Le perron et le vestibule esquissent un mouvement axial qui ne peut cependant être maintenu dans le reste de la composition.

Fig. 21 et 21a (Villa d'avant-guerre).

La façade du jardin avec son grand développement est hors de proportion avec l'objectif visé. En comparaison de ce grand déploiement d'architecture, le hall avec son encoche paraît assez mesquin. La disposition axiale de la cheminée est une reminiscence de l'ancienne maison paysanne où le foyer était le lieu de réunion de la famille et le motif principal d'architecture.



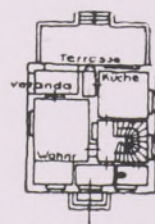
21



21a

Fig. 22-22b (Villa, tiré de Ostendorf, op. cit.).

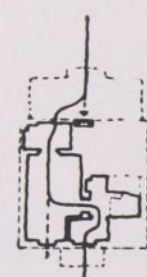
La symétrie de la façade n'est que pur formalisme. C'est une tentative d'équilibrer un retrait avec une saillie. La disposition des pièces ne comporte ni axialité ni symétrie.



22



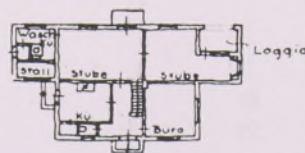
22a



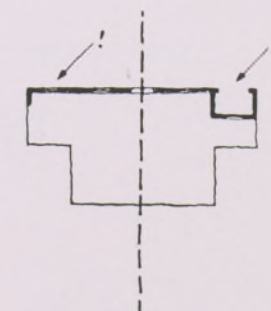
22b

Fig. 23-23b (Villa d'après-guerre, influence de l'école d'Ostendorf).

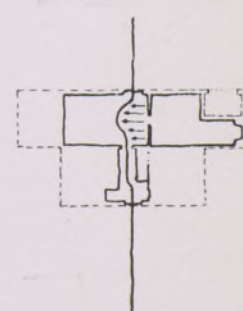
La symétrie de la façade est obtenue par les mêmes procédés qu'à la fig. 22. Le souci de l'équilibre a été poussé au point d'annexer à la façade principale une buanderie et une étable.



23



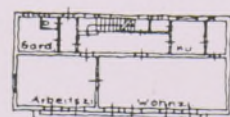
23a



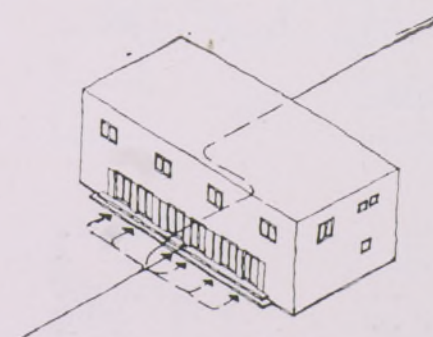
23b

Fig. 24-24b (Villa d'après-guerre).

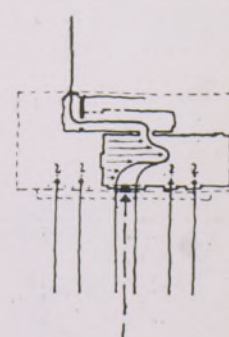
Disparité élatante entre la façade qu'on croirait abriter un édifice public ou lieu de réunion, et l'intérieur consistant en un appartement modeste divisé en une série de petites pièces. Les portes-fenêtres sont préjudiciables au point de vue chaleur et ameublement. L'éclairage du cabinet de travail est défectueux : la lumière venant d'en bas est aveuglante. La façade ne correspond pas au caractère moderne.



24



24a



24b

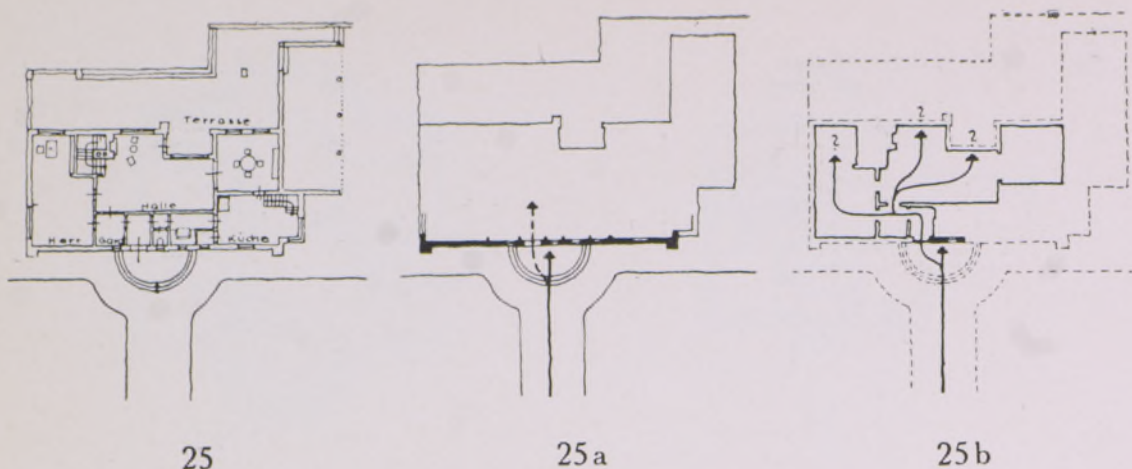


Fig. 25-25b (Villa d'après-guerre).
Il ne reste plus qu'un soupçon d'axialité, ou plutôt de pseudo-axialité. Il y a congruité entre la façade principale qui nous fait supposer une disposition axiale des pièces et le plan arbitraire de l'intérieur. En somme la façade n'est qu'un décor : l'impression d'axialité est obtenue grâce à la forme du jardin, aux marches du perron en demi-cercle, ainsi que par les pilastres aménagés aux angles dans le seul but de renforcer l'effet recherché.

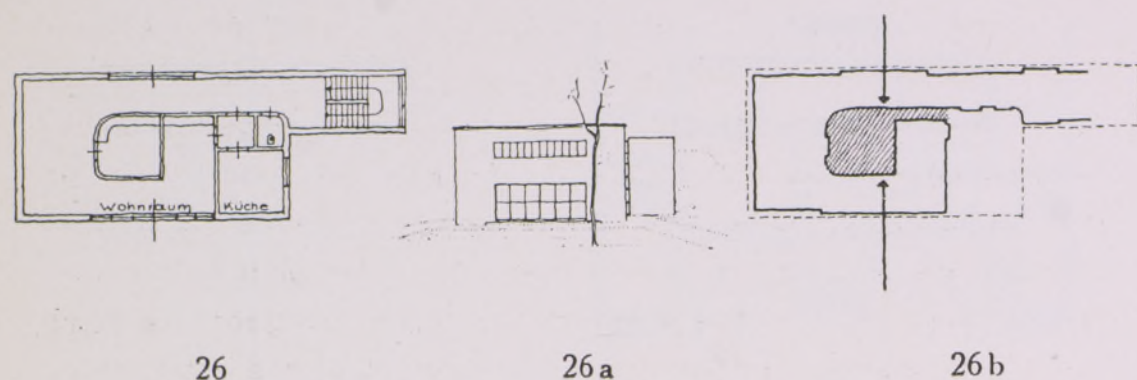
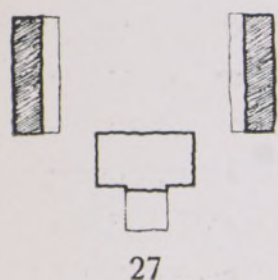
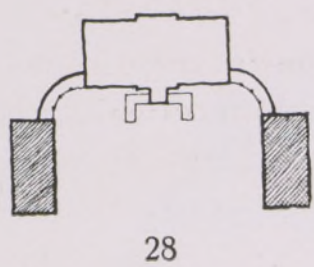


Fig. 26-26b Villa d'après-guerre).
Façade axiale ; l'intérieur en opposition absolue à toute tradition. Il n'y a aucune concordance entre la façade et le contenu. Les différentes pièces ne sont pas nettement délimitées et ne répondent nullement au principe d'axialité réalisé dans la façade.



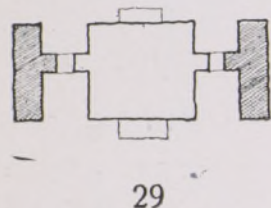
27



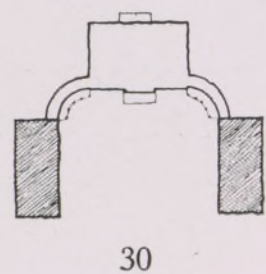
28

Fig. 27. La cohésion manque encore, comme dans l'architecture du Moyen-Age, mais il y a déjà coordination.

Fig. 28. Même principe, sauf que les communs sont déjà reliés par une galerie ouverte au corps du logis.



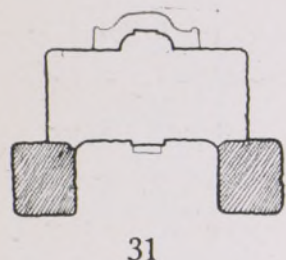
29



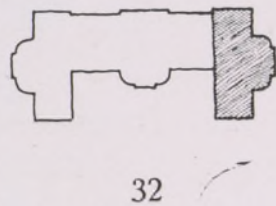
30

Fig. 29. Les ailes sont sensiblement rapprochées et la communication avec le bâtiment central est assurée par des passerelles.

Fig. 30. La disposition est la même qu'au 28, sauf que les galeries de communication sont couvertes.



31



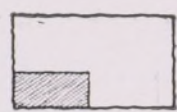
32

Fig. 31. Les communs sont rapprochés du bâtiment central au point d'en constituer des avant-corps. Progrès notable sur les solutions précédentes au point de vue communications. Toutefois au point de vue architectural, la cohésion n'est pas encore parfaite.

Fig. 32. Les services forment une des ailes du bâtiment principal.



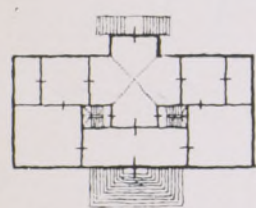
33



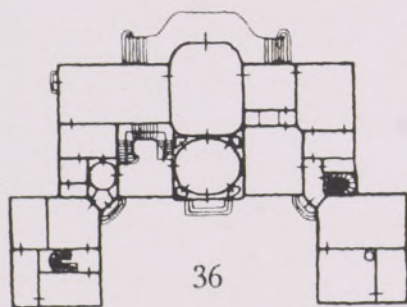
34

Fig. 33. Fusion complète : Une note classique dans le développement du contour.

Fig. 34. Fusion opérée dans un bâtiment moderne à tous points de vue.



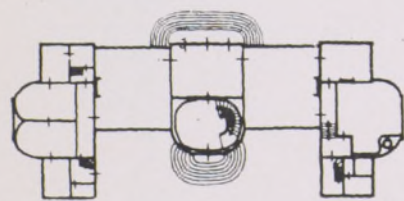
35



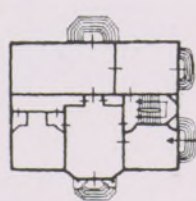
36

Fig. 35 (Villa d'un patricien du 16^{me} siècle).
Les escaliers sont subordonnés à l'idée d'ensemble du plan et n'entravent pas son libre développement. Ils sont modestes quant à leur forme, pas différenciés, et comme généralement à cette époque, mal éclairés.

Fig. 36 (Château du 18^{me} siècle).
A côté d'une suite de salles d'apparat, nous trouvons un escalier fortement articulé, à trois volées et une cage isolée et bien éclairée (cf. ce qui est dit à propos de 6 et 6a).



37



38

Fig. 37 (Château du 18^{me} siècle). L'escalier à une volée prend naissance dans le vestibule, ce qui nuit à l'effet d'ensemble que l'architecte s'est proposé (cf. 7 et 8).

Fig. 38 (Hôtel particulier du 18^{me} siècle).
L'escalier à deux volées est isolé, latéral et bien éclairé.

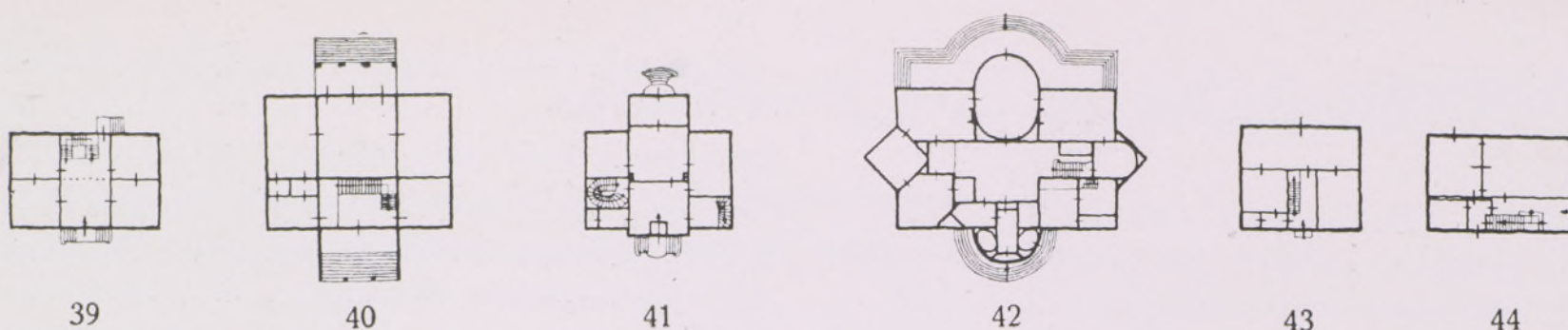


Fig. 39. Schéma d'un presbytère (18^{me} s.) de province formant trois sections égales.

Cette architecture a eu une certaine répercussion sur l'évolution de l'habitation individuelle. Ostendorf dans son ouvrage "Haus und Garten", p. 15, la cite comme exemple à suivre (cf. fig. 43). L'escalier est large, à 3 volées, disposé à l'arrière (façade du jardin). Le devant du bâtiment contient un grand vestibule, bien éclairé et spacieux. De ce vestibule on pénètre directement dans le jardin, ce qui s'explique par des raisons d'ordre pratique.

Fig. 40 (Hôtel particulier, vers 1800).

L'escalier, par ses dimensions exagérées, est d'un effet déprimant. Le fait d'avoir voulu séparer les pièces habitables et le jardin, du vestibule et de l'entrée, en renonçant à l'axialité et à un plan d'ensemble imposant, ont conduit naturellement à une pareille solution, qui est la seule possible.

Fig. 41 (Villa d'avant-guerre).

L'escalier a été disposé sur le côté, pour dégager le vestibule. La proportion entre la cage d'escalier et le vestibule n'est pas très heureuse ; il en est de même pour la forme de l'escalier auquel on accède directement de la porte (cf. fig. 6, ainsi que des solutions semblables fig. 10, 12 et 22).

Fig. 42 (Villa vers 1900).

L'escalier n'est pas nettement séparé du hall et d'un accès plutôt difficile (cf. 7 et 8 et des solutions semblables fig. 18 et 19).

Fig. 43 (Maison individuelle d'après-guerre).

Ce specimen peut être rapproché de certaines tentatives faites au 18^{me} siècle pour conserver l'architecture classique (cf. fig. 9 et 39).

Toutefois, les conditions ayant changé tant au point de vue social et économique, qu'en ce qui concerne l'hygiène et la technique, on n'a pas pu persévérer dans cette voie. Un escalier complètement isolé comme fig. 36 n'était pas plus faisable que l'escalier en largeur de la fig. 39 ou la cage allongée de fig. 9 ; il ne restait donc qu'une seule solution : celle d'aménager l'escalier dans le vestibule. De plus, on a dû le mettre à l'entrée, de façon à dégager la façade sud de la maison abritant le grand salon. L'entrée relativement étroite, ne pouvant être utilisée en tant que hall, située perpendiculairement au salon, avec l'escalier qui empiète, est d'un effet déplorable. Les premières marches de l'escalier nous conduisent déjà hors de l'axe ; nous pénétrons ensuite dans un couloir obscur, un passage étroit avec porte sur le salon. Cette porte, à l'opposé de celle donnant sur le jardin, n'est pas disposée sur l'axe. On s'est efforcé de maintenir l'axialité dans le plan, pour finalement y renoncer.

Fig. 44 (cf. 160, 162 et 327-329).

Cette disposition est plus heureuse dans ce sens que l'escalier n'est pas trop près de l'entrée ; la cage en est plus développée, sans que ceci porte préjudice à une bonne utilisation de la superficie ; l'escalier, en débouchant au premier, forme une pièce parfaitement habitable. En effet, rien n'empêche d'abaisser le plafond de l'office qui se trouve immédiatement en-dessous. La disposition du vestibule et de l'escalier permet une coupe parfaitement justifiée, avec la partie habitable de la maison — donnant sur le jardin, et les services — de l'autre. Si la maison comporte une toiture à versant, il est préférable de disposer l'escalier contre le mur intérieur du vestibule, ce qui permet de se passer d'une superstructure (cf. 157, 156 d'une part, 150 et 154 d'autre part).

CONGRÈS NATIONAL

de la Fédération Royale des Sociétés d'Architectes

Nous donnons ci-après deux rapports présentés aux XV^e Congrès qui vient de se tenir à Bruxelles et qui ont particulièrement retenu l'attention des Architectes.

Rapport sur l'Urbanisme

Ce rapport présenté par Monsieur M. Schmits est la conclusion d'une série d'études faites par la Société Royale des Architectes d'Anvers et par Messieurs P. Verbruggen, Président de la Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique, J. F. Hoeben, Président de la Société Belge des Urbanistes et Architectes Modernistes et M. Schmits, Architecte-Urbaniste.

Dans un moment où les nécessités d'ordre moral, social, et économique qui nous pressent en rendent cependant l'existence indispensable, nous sommes toujours privés des institutions et des lois qui devraient nous permettre de donner aux problèmes de l'urbanisme en Belgique les solutions rapides et exactes qu'ils réclament.

Bien que saisis à plusieurs reprises de propositions concrètes, tendant à les créer, les gouvernements qui se sont succédés depuis la guerre, ne se sont pas décidés à légiférer. La Belgique est aujourd'hui le seul pays d'Europe occidentale qui n'ait pas encore fait entrer l'urbanisme comme tel dans sa législation.

Les différentes lois qui règlent les pouvoirs en matière de voirie et de construction, ne font qu'entretenir une situation confuse, dont il est impossible par le manque de coordination de faire sortir un plan et une méthode « indispensables quand il s'agit de constructions, d'édifices, de voies de communications et d'autres travaux publics établis à prix de temps et d'argent » comme le proclamait avec force S. M. le Roi Léopold III alors Duc de Brabant, dans son discours inaugural des Journées de l'Urbanisme en avril 1931.

Sans entrer dans le détail de ces lois, constatons qu'elles accordent des pouvoirs très étendus aux communes, trop étendus peut-être, ce qui est dans la norme de de nos institutions, et dont les communes cependant n'ont pas su user.

La situation désordonnée et anti-économique, où se trouvent aujourd'hui la plupart de nos grandes agglomérations montrent à suffisance qu'il a manqué au développement de nos villes, cette attention de tous les moments et sur tous les plans, cette prévoyance qui auraient dû définir et maintenir dans leur cadre, les rapports qui dans un pays aussi resserré que le notre, existent entre l'économie locale et l'économie nationale. Si l'unification nécessaire à la bonne administration d'un pays moderne, s'est poursuivie et réalisée dans plusieurs domaines, il n'en a pas été de même dans celui de l'urbanisation, où le pouvoir central, dernier juge cependant et suprême arbitre du bien public, s'est laissé acculer

à la déchéance, et à la perte sinon formelle, du moins réelle, de ses prérogatives.

Les désordres récents où s'est vue engagée notre économie, notamment en matière de budgets communaux, ont mis le pouvoir central, dans l'obligation d'intervenir, mais cette intervention resterait insuffisante, si elle se bornait à contrôler les dépenses, alors que les entreprises elles-mêmes dont naissent ces dépenses, exigent d'être surveillées.

Que la commune s'administre, c'est dans le vœu du législateur. Mais le territoire communal n'est pas cet ensemble fermé, cette autarchie qui se suffisent à eux-mêmes. Le conditionnement de ce territoire est fonction de celui du territoire national, et c'est à régler ces rapports que l'urbanisme bien entendu, doit s'employer plus encore qu'à des opérations de détail.

Il semble donc évident et indispensable qu'à un moment où ces rapports se resserront et se multiplient, un instrument existe qui les puisse saisir dans leur complexité, et les coordonne. Cet instrument, le pouvoir central, seul, est en mesure de le créer et d'en user comme il se doit.

Sous quelle forme ? Il appartient au pouvoir central de le décider. Mais du fait qu'il s'agit ici de problèmes et de questions ressortissant à plusieurs départements ; communications, transports, hygiène, habitations, il apparaît qu'il ne pourra le faire qu'à l'intervention d'un service spécialisé, d'une administration jointe à d'autres administrations et en liaison étroite avec elles, et dont l'objet sera précisément d'éclairer celles-ci, de conjuguer et de coordonner ses efforts là où ces efforts se rencontrent, et se devraient additionner, alors que trop souvent ils s'ignorent ou se contrecarrent.

L'urbanisme est un domaine très vaste, qui touche à bien des questions et englobe des activités bien diverses, puisqu'il a essentiellement pour objet la vie en commun. Mais à ne s'en tenir qu'à ses objectifs d'immédiats, l'établissement de bonnes voies de communication et la construction d'habitations bien réparties, et conformes aux exigences de l'hygiène et de la beauté, il offre déjà

ample et suffisante matière à l'intervention de l'autorité supérieure.

Le premier acte de cette autorité que nous invoquons est d'établir d'abord un principe, le principe de l'urbanisation obligatoire, principe établi et sanctionné par une loi. Bien qu'ayant fait l'objet de propositions précises, la plus récente étant celle du projet de loi, déposé en séance du Sénat du 25 mars 1931 par MM. les sénateurs Vinck, Lebon et Arm. Huysmans, cette loi sur l'urbanisation obligatoire n'a pas encore été ni discutée, ni votée.

Il est urgent de le faire, et nous demandons que le gouvernement actuel qui est un gouvernement désireux d'agir et de bien faire, dans ce domaine semble-t-il comme dans d'autres, en prenne lui-même l'initiative. Le second acte de cette autorité, le principe acquis, est d'en favoriser l'application, par la création de l'instrument dont nous venons de parler, car une loi si bonne soit-elle, n'est rien sans les moyens d'exécution. A la loi décrétant l'urbanisation obligatoire, il faut adjoindre un service, une administration, un département, — le mot importe peu, mais la chose, — qui soit agent, un agent doué des pouvoirs nécessaires et non pas seulement de contrôle, mais de pouvoirs plus agissants, de pouvoirs directeurs, car l'urbanisation ne se fera pas toute seule, ou du moins ne se fera comme il le faut qu'au prix d'un programme minutieusement établi, d'idées maîtresses, et d'une direction avertie.

Ce programme ne pourra être établi qu'après une enquête qui aurait pour objet de rédiger ce que nous pouvons appeler du point de vue qui nous occupe **l'Etat général des besoins du territoire national**. Cet Etat général des besoins ou survey comme disent les anglo-saxons, devrait pour ne se borner qu'à ses lignes principales se prononcer :

1° quant au tracé général des routes et communications et leur reclassement.

2° quant aux habitations et leur répartition sur le territoire en fonction des besoins, et intérêts généraux.

3° quant au mode de lotissement : lotissements ouverts ou fermés, alignement en façade et alignement arrière.

4° quant au maintien ou à la création de zone de verdure et de réserve naturelles et à la protection plus efficace des monuments et sites tant anciens que modernes.

5° quant à la coordination des moyens de transports.

6° quant à l'équipement du territoire et des autres urbains pour ce qui concerne les conduites d'eau potable, les canalisations d'égout et l'électrification.

7° quant à la réforme ou l'établissement des règlements de bâtisse.

Il lui appartiendrait peut-être aussi de suggérer, certains remembrements ou modifications de limites des communes, d'étudier et de proposer, la formation d'instruments de gouvernement, de direction, ou de coordination nouveaux, sous la forme de districts urbains,

rendus nécessaires par la complexité et l'enchevêtrement des relations intercommunales.

A un moment, où la résorption du chômage par un ensemble de travaux publics, auxquels seront consacrés de nombreux milliards, figure au tout premier rang du programme du gouvernement, l'établissement rapide d'un tel rapport, est souhaitable, ne serait-ce que pour assurer la bonne utilisation des deniers publics, en évitant qu'ils aillent à des travaux somptuaires et sans utilité réelle.

Pour ce qui est des travaux de voirie notamment, le gouvernement actuel semble l'avoir compris, en instituant à l'intervention du ministre des Travaux Publics, cette commission de reclassement des routes, dont nous devons espérer qu'il sortira un plan rationnel de réfection de la voirie, qui ne tienne pas compte seulement des nécessités présentes du trafic, mais sache ménager l'avenir.

Ainsi se trouverait réalisé un des premiers objets de l'enquête que nous préconisons, et dont l'établissement doit être le troisième acte, que nous attendons de l'autorité en matière d'urbanisme pratique.

Le quatrième sera, l'urbanisation obligatoire étant décrétée, l'instrument directeur créé et l'enquête préalable décidée, de bien choisir les hommes qui en seront les animateurs.

Ici nous voudrions que le gouvernement s'avise, que si compétents et diligents que puissent être ses fonctionnaires, il en est cependant assez peu qui aient reçu la formation et possèdent les connaissances nécessaires au parfait exercice du métier d'urbaniste. Pour parfaire les cadres et assurer leur pertinence aux travaux qu'ils devront poursuivre, il est indispensable qu'on leur adjoigne des spécialistes. Ces spécialistes existent. On les trouvera parmi nous, et il n'est que logique qu'on fasse appel à leurs bons services.

Des conversations récentes, nous permettent de croire que le gouvernement actuel est acquis de façon générale aux vues que nous venons d'exprimer.

Il reste à les faire passer dans le domaine de l'action. Nous croyons d'autre part, que toutes les sociétés d'architectes et d'urbanistes ici représentées seront d'accord avec nous pour les reconnaître comme exactes. C'est pourquoi nous leur demandons de bien vouloir les ratifier par un vœu que le bureau du présent congrès aura mission de transmettre à l'autorité compétente. Pour la facilité de nos délibérations, il a été décidé par les organisateurs du présent congrès de ne faire présenter qu'un seul rapport sur chacun des objets à l'ordre du jour. Nous tenons à signaler cependant pour y faire droit, la note très intéressante que nous ont fait parvenir nos confrères de la Société royale des architectes anversois.

En plus de considérations générales que nous ne rapporterons pas, puisqu'aussi bien elles cadrent avec les

nôtres, la note attire notre attention sur des points qui sont pour notre profession d'intérêt immédiat. Nos confrères anversoïis s'élèvent avec raison contre la part vraiment trop restreinte qui est faite à la profession d'architecte dans les délibérations et les travaux ayant trait au tracé des villes. Ils rappellent avec raison que le tracé des villes est une branche de cette profession, puisqu'il constitue à la fois une science et un art, et qu'il n'est pas réservé de ce fait, comme d'aucuns le pensent, et les administrations communales en tout premier lieu, aux seuls géomètres et ingénieurs pas plus qu'il n'est réservé à des fonctionnaires dont l'indépendance très relative ne permet pas qu'ils bénéficient en cette matière du recul et de la liberté nécessaires. Ils rappellent le vœu exprimé à cette occasion au Congrès National de 1913, de voir figurer à l'ordre du jour des Congrès la question de l'intervention de l'architecte dans le tracé des villes, ce que nous faisons aujourd'hui, de voir protester au nom du Congrès près de qui de droit contre l'éloignement systématique des architectes de toutes les Commissions spéciales d'urbanisation et d'exiger que tous les plans d'ensemble soient élaborés par des architectes spécialistes pour le côté artistique en laissant aux ingénieurs et aux administrations le soin du côté technique des problèmes à résoudre (vous verrez s'il y a lieu de faire répondre à ce vœu par le présent Congrès et de quelle façon et si cette séparation trop nette n'est pas sans danger); de voir mettre au programme des Académies, l'étude de la construction des Villes; de voir représenter officiellement notre corporation aux Congrès de construction des villes pour y faire respecter nos droits.

ils donnent enfin en exemple les travaux de la commission intercommunale d'Etude pour l'urbanisation du grand Anvers, qui aurait abouti dans l'ensemble à des résultats peu heureux, et conduit notamment à une pléthore de terrains à bâtir véritablement catastrophique. Ils en tirent argument pour accuser les services publics d'incapacité grave en matière d'urbanisation et dénoncer le monopole de fait sinon de droit, qu'ils se sont adjugés en cette matière, au détriment des mieux qualifiés. Ils s'élèvent à ce propos contre les difficultés que l'administration oppose aux recherches qui ne sont pas conduites par un fonctionnaire constituant ainsi un abus de pouvoir nettement caractérisé et qui empêche les recherches individuelles et les documentations privées de se poursuivre et se constituer.

Ce que nos confrères anversoïis avancent à propos d'Anvers, nous pourrions l'avancer à propos de l'ensemble du pays.

Si nous voulons faire dans ce domaine, le procès des administrations publiques, le dossier pourra être constitué sans peine, et il serait de taille.

Mais étant donné la ligne actuelle des événements peut-être paraîtra-t-il plus expédient au Congrès de s'en tenir à l'avenir, et plutôt que de vitupérer le passé, s'employer à obtenir sans délai les réformes législatives et administratives qui permettront de donner à l'urbanisme et aux urbanistes belges un statut, et l'occasion de participer efficacement au redressement général de l'économie du pays.

Le rapporteur,
MARCEL SCHMITS,

La Protection du Titre et de la Profession d'Architecte

R A P P O R T présenté par J. F. HOEBEN, Président de la S. B. U. A. M.

De tout temps, un rôle social d'une haute portée a toujours été dévolu à l'architecte, et notre profession a toujours joui des plus hautes considérations et protections.

Au moyen-âge, pour ne pas remonter au-delà, "le maître d'œuvre", appellation plus positive que celle d'architecte, se trouve abrité dans les monastères, d'où, sous la protection des seigneurs, il dirigerait les constructions monastiques, civiles et militaires.

Plus tard, lorsque s'éteint la féodalité et que naissent les communes, notre profession devient laïque, et les "maîtres d'œuvres" se constituent en corps, créent un ordre corporatif, où l'accession aux gra-

des de patron, de compagnon ou d'apprenti est sévèrement contrôlée par les pairs ou doyens. L'organisation y est très sévère et les rapports entre clients et architectes sont nettement définis, au même titre que ceux entre patrons, compagnons et apprentis.

A cette époque, le titre de "maître es art", ou "maître constructeur", ou "maître d'œuvre" comprenait encore les qualifications d'architecte, d'ingénieur et d'entrepreneur. Pendant la Renaissance, ces professions sont si bien confondues que c'est l'architecte qui conçoit les plans des édifices, dirige leur construction, invente ou perfectionne les machines de chantier

et les moyens de transport; comme c'est lui aussi qui construit les fortifications, les aqueducs, les canaux, les routes, etc., règle tous les détails de l'entreprise et embauche même les ouvriers.

Ce n'est qu'au 18^e siècle, sous la poussée de l'essor économique et des besoins nouveaux des puissances militaires, que les trois professions se séparent et que les ingénieurs et architectes se constituent en corps séparés.

En 1789, la révolution française, dans un excès de libéralisme, détruit la merveilleuse organisation que nous avait donnée le Moyen-Age.

La désorganisation sociale fut telle, que de

toutes les professions, libérales et autres, seule celle des avocats résista et fut rétablie dans ses droits quelques années plus tard, sous Napoléon, par le décret impérial du 14 décembre 1810.

Et il fallut attendre, dans nombre de pays, la fin de la guerre de 1914, pour voir une seconde corporation obtenir la protection légale: les Médecins.

Quant à nous, avouons-le franchement, nous n'avons jamais réagi sérieusement contre cette liberté qui permettait au premier venu de franchir le seuil de notre corporation, nous n'avons jamais demandé qu'un diplôme comme couronnement de nos études, alors que la logique même devait nous indiquer comme première et importante revendication: la protection légale de notre profession et de notre titre. Et la nécessité s'en imposait pourtant dès 1918, puisque la guerre amena une rupture d'équilibre dans tous les domaines, un décalage accentué dans les conditions de travail et un bouleversement des conditions sociales.

Il en résulta le déséquilibre social que nous avons vécu et qui aujourd'hui se fait sentir dans toute son acuité!

Nous avons vu, après 1918, plus que jamais les professions s'exercer en toute liberté, et trop souvent sans compétence et sans dignité aucune.

Mais les affaires prospéraient, et tous, qu'elle que soit leur valeur et leur compréhension de l'honneur professionnel, trouvaient à s'employer avantageusement. C'était la grande prospérité, et personne ne se plaignait.

Survint le changement, la prospérité outrée se mua en crise, — d'autant plus profonde que la prospérité avait été grande; et dans notre profession plus qu'ailleurs, puisque la reconstruction des régions dévastées avait encore augmenté, pour nous, cette prospérité artificielle, — survint, donc, le retrécissement des marchés et des transactions, et on en vint à constater que la liberté d'accession à notre profession avait permis à toutes les non-valeurs de s'affubler faussement du titre d'architecte et de se dérober à tout contrôle et à toute règle de discipline.

Et que d'autre part cette liberté avait permis l'éclosion, sous les formes les plus diverses, de constructeurs d'occasion, qui, derrière un titre quelconque de société de construction ou de prêt, extirpaient l'épargne des travailleurs et les leurraient par l'appât de promesses merveilleuses qu'ils étaient incapables de tenir.

La plupart de ces soi-disants constructeurs n'étaient que des ratés d'autres professions, des agents d'affaires ou des chevaliers d'industries, d'anciens faillis, donc toute une série de personnages n'ayant guère de préparation ni d'aptitude pour gérer d'aussi "vastes entreprises".

L'intention frauduleuse est la base même de leurs entreprises, puisqu'en raison du cumul de professions libérales et commerciales, ils sont toujours "juge et partie" dans les affaires qu'ils proposent à la classe des épargnants. Ces organisations ont même été jusqu'à abuser de la confiance naïve des épargnants pour pratiquer des taux usuraires, commettre des détournements et de véritables escroqueries.

On reste songeur en faisant le rapprochement de tels procédés avec la mission "libérale" que l'architecte, indépendant de tout esprit de lucre, de commerce et de spéculations aléatoires, est appelé à remplir à l'égard de ses clients.

Et on se demande pourquoi, dans ces conditions, alors que le médecin et l'avocat sont légalement protégés, l'architecte, qui par définition est le créateur et conservateur de la propriété immobilière du pays, le directeur de la santé du peuple par l'application des règles de l'hygiène moderne, le gérant des capitaux que ses clients destinent à la construction, n'est protégé par aucune garantie légale.

Nous ne vous proposerons pas de rétablir aujourd'hui sous une nouvelle forme ce qu'était avant la révolution française les corporations et les jurandes; il n'en est pas question, nous sommes en régime démocratique, mais ne croyez-vous pas qu'il importe d'affirmer une fois pour toute la supériorité de cette corporation dans la compétence, dans le talent, dans la dignité, dans la loyauté, dans l'honneur, et par le truchement d'une loi, d'exclure de notre profession tous les intrus.

Mais ceci suppose la protection du titre et de la profession d'architecte, question qui ne se pose pas en Belgique seulement, mais dans tous les pays indistinctement.

Nous avons donc estimé qu'il était indispensable de rechercher ce qui s'est fait à l'étranger pour protéger le titre d'architecte et organiser la discipline de cette corporation, qui est le nœud vital de la construction, la plus importante branche de notre industrie nationale.

En ALLEMAGNE, l'exercice de notre profession n'est autorisé que par les architectes admis à la Chambre d'Empire des Beaux-Arts. La Fédération des architectes allemands ayant tout pouvoir de contrôle sur les agissements des dits architectes et pouvant même demander leur exclusion de la profession, pour incompétence ou infraction aux règles de discipline de la corporation.

En AUTRICHE, les architectes et les ingénieurs sont visés par le décret de 1913 sur les techniciens civils autorisés. Le dé-

cret du 27 décembre 1924 a introduit une distinction entre les techniciens civils s'occupant de superstructure. Ceux-ci se répartissent d'une part en ingénieurs civils pour les superstructures et en architectes civils. L'activité de ces derniers doit se limiter à l'élaboration d'études et de projets définitifs et de plus à diriger et surveiller l'exécution des travaux techniques, mais il leur est interdit d'en entreprendre directement l'exécution.

En ESPAGNE, l'article premier du décret de 1929 dispose que seules les personnes possédant le titre universitaire d'architecte peuvent désormais exercer cette fonction. De plus, un décret de décembre 1929 a subordonné l'exercice de la profession à l'affiliation à un collège d'architectes.

En GRANDE-BRETAGNE, la loi du 31 juillet protège le titre "d'architecte enregistré", mais non point la dénomination professionnelle d'architecte dont l'emploi demeure libre. Cette loi donne en outre aux architectes enregistrés une manière de statut commun. L'étude d'une protection définitive est en cours actuellement.

En GRECE, la loi du 7 mai 1930 réglemente la profession d'architecte et en interdit l'exercice à quiconque n'est pas muni d'un diplôme d'architecte de la Haute Ecole polytechnique ou d'une école étrangère analogue.

En HONGRIE, la profession d'architecte est réglementée au même titre que celle d'ingénieur par la loi du 24 mars 1923.

En ITALIE, la réglementation professionnelle des architectes est régie par des lois des 24 juin 1923 et 3 avril 1926. A la base de l'organisation professionnelle se trouve l'inscription au registre professionnel. Pour figurer sur ce registre, il faut avoir subi l'examen d'Etat pour l'exercice de la profession d'architecte.

En POLOGNE, le décret du président de la république du 16 février 1928 n'accorde le droit d'effectuer les travaux d'architectes qu'aux personnes munies de diplômes.

En ROUMANIE, le décret royal du 29 novembre 1932 prévoit l'établissement d'un corps d'architectes. Cette loi a lié la possession d'un titre à l'exercice de la profession.

D'une part, le titre d'architecte peut être porté par toute personne de toute nationalité possédant le diplôme d'architecte délivré par l'académie d'architecture de Bucarest, ou un diplôme d'une école étrangère similaire. D'autre part, la profession d'architecte ne peut être exercée que par des personnes de nationalité roumaine et possédant le titre d'architecte. La profession d'architecte est incompatible avec les situations ou professions suivantes:

a) toute profession commerciale exercée soit directement, soit par intermédiaire ;

b) toute fonction salariée par l'Etat, les départements, les communes, ou par toute autre institution ou personne privée.

Font évidemment exception à la règle d'incompatibilité : les fonctions publiques directement en relations avec la profession (architectes de l'Etat, des départements, des communes, membres du corps enseignant) et les mandats électoraux. Le corps des architectes dépend administrativement du ministère de l'instruction, des cultes et des arts. Les architectes inscrits dans le corps ont le droit exclusif :

a) d'établir des projets de construction de toute nature et de surveiller les travaux y relatifs ;

b) d'être désignés comme experts ou arbitres pour toute question se rapportant à la construction ;

c) d'être nommés à un poste d'architecte de l'Etat, des départements ou des communes, ou d'une institution contrôlée par l'Etat.

Les organes administratifs du corps sont :

a) l'assemblée générale ;

b) le conseil ;

c) le doyen.

L'assemblée générale a pour attribution : l'élection des membres du corps, le vote du budget, l'approbation de la gestion du conseil, l'élection du conseil et celle de la commission disciplinaire.

Le conseil du Corps se compose de sept architectes membres du Corps, ayant au moins dix ans d'ancienneté professionnelle. Il est élu pour trois ans par l'assemblée générale. Les attributions du conseil consistent à gérer administrativement et financièrement le Corps des architectes et à en surveiller l'honneur et la dignité. Le conseil entend toute plainte que lui adresse un architecte lésé dans ses intérêts professionnels ; le cas échéant, le conseil peut se solidariser avec le plaignant et, si l'intérêt général est en jeu, il peut porter plainte devant les tribunaux.

Le doyen est désigné par l'assemblée générale parmi les membres du conseil, il préside le conseil et représente celui-ci en toute circonstance ; il appartient au doyen de traduire devant la commission disciplinaire tout architecte coupable d'infractions aux obligations professionnelles ou dont la conduite compromet le prestige de la profession. La commission juge les cas que lui soumet le doyen ; elle peut prononcer les sanctions suivantes :

1) l'admonestation confidentielle,

2) l'admonestation publique,

3) la suspension pour une durée de 6 mois à une année,

4) la suspension pour cinq ans,

5) la radiation.

L'accusé a le droit de se défendre par le moyen d'un avocat. En cas de condamnation, il peut faire appel de la sentence rendue (15 jours de délai) devant le contentieux administratif. Une condamnation pénale comportant la perte des droits civils et politiques entraîne l'exclusion du Corps.

En TCHECOSLOVAQUIE, la profession d'architecte est protégée par le décret de 1913 et tant qu'elle se rapporte aux techniciens civils autorisés pour l'architecture.

En YOUGOSLAVIE, une certaine réglementation de la profession résulte de la loi financière de 1924-25.

D'autre part, la délivrance des diplômes et la protection du titre ont fait également l'objet d'une réglementation dans bon nombre de pays.

En ESPAGNE, le titre d'architecte se trouve protégé par l'article 349 de la constitution relatif aux titres d'enseignement supérieur.

En GRECE et en HONGRIE, le titre est protégé par les lois qui réglementent la profession.

En ITALIE, le titre est protégé par la loi de 1923 et appartient exclusivement à ceux qui ont obtenu les diplômes correspondants des établissements d'enseignement supérieur, autorisés à les délivrer.

En POLOGNE, la loi de 1928 protège le titre d'ingénieur-architecte délivré par les hautes écoles techniques de l'Etat.

Enfin, des projets sont à l'étude aux Pays-Bas, en Angleterre et en France, visant à réglementer l'usage du titre d'architecte et l'exercice de la profession.

La nécessité d'une protection se faisant sentir de plus en plus, certains pays ont vu s'établir chez eux, là où la réglementation faisait défaut ou s'avérait insuffisante, une certaine protection de fait, résultant de l'intervention des organismes professionnels.

Le regard que nous avons promené sur les pays étrangers révèle partout la même préoccupation de maintenir l'art de construire à un haut degré dans la considération publique, et nulle part on ne signale que l'ordre créé ainsi dans notre profession ait lésé des droits, entraîné des abus ou soulevé des griefs.

Nulle part, il n'est sophisme ni verbalisme qui aient prévalu contre ce progrès de l'organisation sociale, mais partout des témoignages concordants affirment l'épuration produite par ces institutions au profit du public.

Et pourquoi en serait-il autrement, puisque ces lois sont toutes basées sur UN DESIR

DE LOYAUTE ET DE VERITE à l'égard de tous les citoyens, désir que personne ne peut contester.

En réclamant ce que nos confrères étrangers ont obtenu, nous fournirons à la nation entière la garantie la plus absolue de la valeur et de l'honorabilité des architectes belges, et plus, nous compléterons de la manière la plus heureuse la réorganisation de l'enseignement qui est en voie d'exécution.

Nous ne nous faisons donc pas l'avocat du diable en défendant ici l'idée de fermer et de réglementer notre profession, et d'autant moins que nous en avons tous exprimé, tacitement, le désir en approuvant le code d'honneur de l'architecte que notre Fédération a établi il y a quelques années.

Ce code, nous devons en demander l'application légale, et nous y conformer strictement en compensation des avantages que nous donnera incontestablement la protection de notre titre et de notre profession.

Et le Gouvernement doit reconnaître nos droits puisqu'ils sont l'aboutissement logique de la réorganisation de notre enseignement.

Nous nous permettons donc de réclamer aujourd'hui de vous, un accord de principe sur cette protection, accord qui permettra à la Fédération de demander au Gouvernement d'élaborer un texte de loi.

Et le Gouvernement ne peut nous refuser cette loi :

— d'abord, parce que, comme le disait dernièrement Maître Gallié : " Celui qui fait l'effort méritoire de conquérir un titre, doit seul posséder le droit d'exercer la profession qui s'attache à ce titre " ;

— ensuite, parce que le fait pour un Gouvernement de permettre à d'autres de s'emparer, sans titre, de l'exercice d'une profession, constitue un véritable passe-droit ;

— et enfin, parce que Monsieur le Premier Ministre, Van Zeeland, dans la déclaration du Gouvernement le 29 mars dernier, parlant de la réorganisation de la structure interne du pays, adressait aux corporations la promesse suivante :

" Au point de vue social, nous pousserons à l'organisation graduelle des professions et nous envisageons de confier à certains organismes émanant de ces professions ainsi organisées, certains pouvoirs réglementaires, dans les limites et aux fins économiques ou sociales poursuivies par la profession."

A nous de répondre immédiatement à ce généreux appel, ou de voir sous peu agoniser l'une des plus belles professions.

CONCOURS

Un grand concours national pour la construction d'habitations pour familles de condition modeste.

Ce concours sera ouvert dans la seconde moitié du mois d'août.

De nombreuses primes pour un total de 100.000 francs seront réparties parmi les concurrents.

De plus, certains projets seront exécutés en staf, meublés et visibles pour le public. Il y a grande probabilité d'exécution ultérieure en matériaux durs.

Concours pour un groupe scolaire à Jette-St. Pierre.

Le jury désigné pour l'examen des projets présentés, a classé pour exécution les plans de Monsieur Marcel Simon, architecte à Trazegnies.

La première mention a été attribuée à MM. Langerdaert, architecte S.B.U.A.M., et Harveng, architecte A.R.A.B., classés ex aequo.

La deuxième mention a été attribuée à l'architecte Detry.

La bibliothèque Albert I^{er} sera mise au concours avant fin 1935.

Nous apprenons que le Conseil d'Administration du "Fonds Bibliothèque Albert I^{er}" a constitué sa section d'Architecture, laquelle aura à présenter des propositions sur les trois questions suivantes :

1. Emplacement de la Bibliothèque ;
2. Programme du concours public à deux épreuves ;
3. Jugement du concours.

Quatre membres permanents ont été nommés pour ces trois missions, auxquels ont été ajoutés trois personnalités pour déterminer l'emplacement de la future bibliothèque. Pour l'accomplissement des deux dernières parties, la section sera complétée par des architectes étrangers d'une compétence internationalement reconnue, mais dont les noms ne nous sont pas encore connus.

Nous donnons ci-après la composition de ces diverses commissions :

Membres permanents :

Mr. P. Verbruggen, Président de la Fédération Royale des Sociétés d'Architectes de Belgique ;

Mr. H. Van de Velde, Directeur de l'Institut Supérieur des Arts Décoratifs de l'Etat ;

Mr. E. François, Ingénieur, Professeur à l'Université Libre de Bruxelles ;

Mr. A. Dumont, Président de la S.C.A.B.

Pour l'Etude de l'Emplacement :

Mr. le Baron V. Horta ;

Mr. J. F. Hoebe, Président S.B.U.A.M. ;

Mr. G. Wurth, Ingénieur en chef du Service des Travaux Publics de la Ville de Bruxelles.

Prix d'architecture René Gillion 1935.

Le jury a attribué le prix à l'architecte Jules Lamotte dont le projet sera exécuté.

La première mention a été attribuée à M. Edouard Delvaux, la seconde à MM. Emile Pater et Paul Goolaerts, la troisième à M. G. Dheedene, et la quatrième à M. Albert Hannaert.

Les congrès internationaux.

L'Association internationale de l'habitation a tenu son congrès international à Prague en juin 1935. Ont été étudiées les questions suivantes : l'aménagement et l'organisation des petites habitations ; la suppression des quartiers insalubres ; la décongestion des grandes villes.

La fédération internationale du bâtiment

et des travaux publics a organisé une conférence internationale du bâtiment et des travaux publics qui s'est tenue à Bruxelles en juillet 1935, à l'Exposition universelle.

C'est également au cours du mois de juillet 1935 que s'est tenu à Londres le 14^{me} congrès international de l'habitation et de l'aménagement des villes, organisé par la fédération internationale de l'habitation et de l'aménagement des villes. Ce congrès

étudia notamment le remplacement des logements défectueux et l'aménagement de l'habitation rurale.

Le Syndicat National Fasciste des Architectes C.F.P.A. organise le XIII^{me} Congrès à Rome, les 22-28 septembre 1935.

Pour tous renseignements s'adresser aux bureaux du Congrès, Lungotevere Tor di Nona N° 1, à Rome.

La construction et les immeubles en Italie.

La Fédération nationale fasciste de la propriété immobilière a publié une étude suivant laquelle l'industrie du bâtiment a pu maintenir son activité à un rythme soutenu. Sur la base de l'indice 100 en 1928, on a le chiffre 154,65 en juillet 1934.

Le maximum de 167,28 a été obtenu en 1928, le minimum de 70,52 ayant été enregistré en décembre 1932. Les capitaux, malgré la réduction actuelle des revenus, préfèrent s'investir en immeubles, qu'en valeurs mobilières, plus aléatoires. Les loyers ont sensiblement diminué et tendent à s'adapter au prix de la vie. Seuls les matériaux de construction conservent des cours stables, contrairement à la tendance générale.

Les prix des terrains et le coût de la construction ont diminué.

A la réduction des revenus immobiliers correspond un accroissement de ventes judiciaires. Les expropriations forcées des immeubles urbains ont augmenté dans une mesure beaucoup plus élevée que les faillites et les protêts.

La géographie physique et la géologie appliquées à l'urbanisme.

Un centre d'études et de recherches de géographie physique et de géologie appliquées à l'urbanisme vient d'être créé à la faculté des sciences de Paris, où il sera rattaché au laboratoire de géographie physique et de géologie dynamique.

L'enseignement comprendra des séances de travaux pratiques précédées chacune d'une conférence et sera complété par des excursions.

Le programme pour l'année 1935 comprend notamment l'étude des questions suivantes: la désagrégation et la décomposition des roches sous l'influence des causes naturelles et artificielles des fondations; les modifications à l'équilibre naturel sous l'influence des travaux; les conditions morphologiques favorables et défavorables et le choix géologique des zones; l'hydrologie et l'hydrographie urbaine; le paysage naturel et ses transformations; le rôle de l'expert en urbanisme, architecture et génie civil (déontologie, rédaction des rapports, expertises judiciaires).

L'activité de la construction en suisse.

L'activité de la construction s'est maintenue en Suisse durant l'année 1934. Pour les 30 villes de plus de 10.000 habitants sur lesquelles porte la statistique, 11.011 logements ont été terminés en 1934, soit 1.101 de plus qu'en 1933. Ce sont les cinq villes de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Zurich qui ont le plus contribué à cette activité en totalisant plus de 80 p.c. de l'ensemble des logements terminés.

Néanmoins, l'année 1935 va vraisemblablement voir baisser cette activité si l'on en juge par le nombre de permis de construire passé de 13.600 en 1933 à 8.743 en 1934.

L'activité du bâtiment dans le monde.

Le Bulletin statistique de la Société des nations publie, à fin novembre 1934, la situation de l'activité du bâtiment dans le monde. L'indice de base 100 correspond à l'année 1928. Il est curieux de constater que, depuis cette date, en Belgique, aux Etats-Unis, en Allemagne, sauf pour cette dernière l'année 1929, l'indice d'activité ait été en rapide diminution. En France, la baisse a commencé en 1933, en Italie en 1931, en Suisse en 1934 seulement, sauf un léger affaïssement en 1932. Seule, l'Angleterre a conservé une activité croissante.

ARCHITECTES !
ASSUREZ-VOUS LE MAXIMUM DE CONFORT
DE VOS IMMEUBLES PAR L'EMPLOI DU

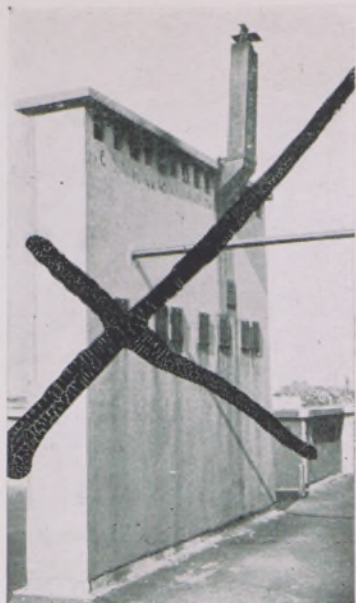


PLANCHER TUBACIER

Le SEUL qui réunit les qualités de
stabilité, sécurité
facilité, rapidité
isolation thermique
isolation acoustique

DEMANDEZ DEVIS ET DOCUMENTATION N° 11 A :

Le Plancher Tubacier, 158, Boulevard Adolphe Max, Bruxelles - Tél. 17.53.95



CONDUITS et ASPIRATEURS

“ SHUNT ”

BREVETÉS
POUR FUMÉES ET
VENTILATION

Seule solution PRATIQUE
de la cheminée dans les
immeubles de rapport

La Cheminée “SHUNT” ne coûte

RIEN

*La place qu'elle récupère paie son prix.
Encombrement réduit au minimum et semblable
à tous les étages.*

(Voir ci-contre les encombrements respectifs d'un corps de cheminée en maçonnerie
et d'une cheminée “SHUNT” dans un immeuble de 7 étages).



Agent Général pour la Belgique
le Congo et le Luxembourg

FELIX LEYDER

RUE DU BAILLI, 69
B R U X E L L E S
TÉLÉPHONE : 37.47.86

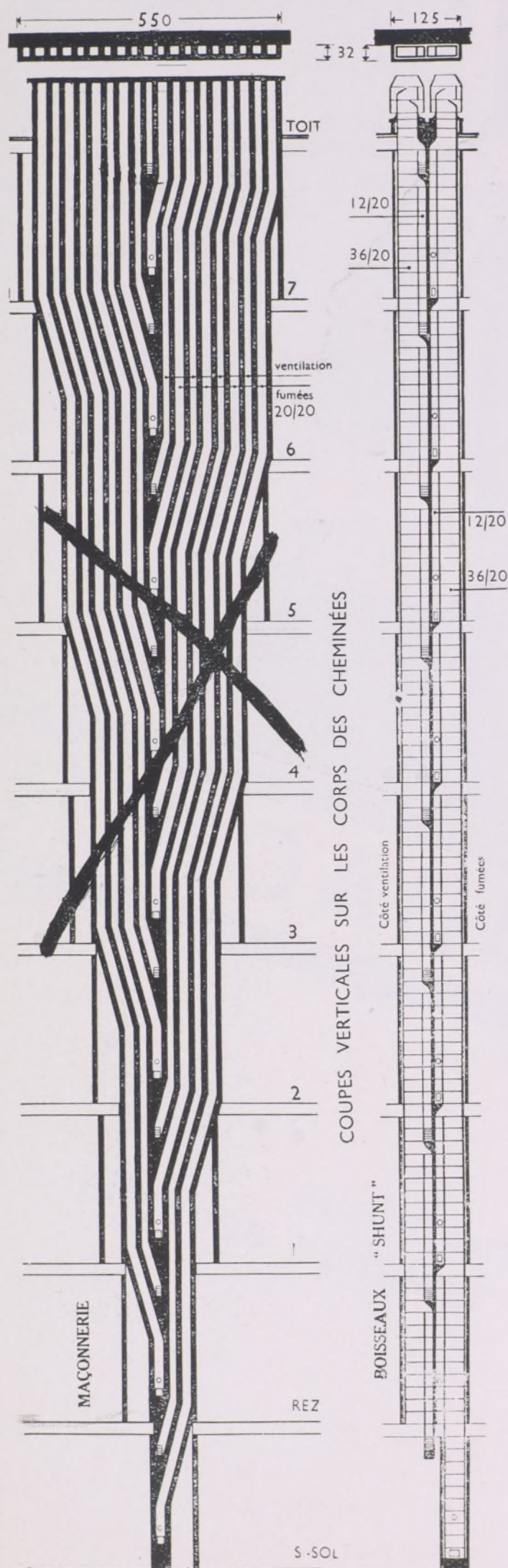


Fig. 1.

Fig. 2.

BRONZES POUR BATIMENTS
ETALAGES
AMEUBLEMENTS
LUMINAIRES

Rodolphe CLAES

16, Rue Thiéfry - BRUXELLES III - Tél. 15.96.08

**Le Chauffage
à vide différentiel**

ETABLISSEMENTS

J. LASSERRE

144, RUE DU MONTENEGRO, BRUXELLES

Téléphone : 37.64.89

**Bureau d'Etudes
ET ENTREPRISE DE
TRAVAUX SPECIAUX EN
Beton Armé**

M. - E. ROSSBACH
Ingénieur des Constructions (T. HCHS. - VIENNE)
78, RUE DE TREVES, BRUXELLES - TELEPH. 11.61.99

REPRODUCTION
... DE PLANS ...

Fernand Couvreur

347, Chaussée de Waterloo
St-Gilles-Bruxelles (Ma Campagne)
Téléphone : 37.04.91

MARCEL DELVAUX

*Entreprises
Généralles
Béton armé*

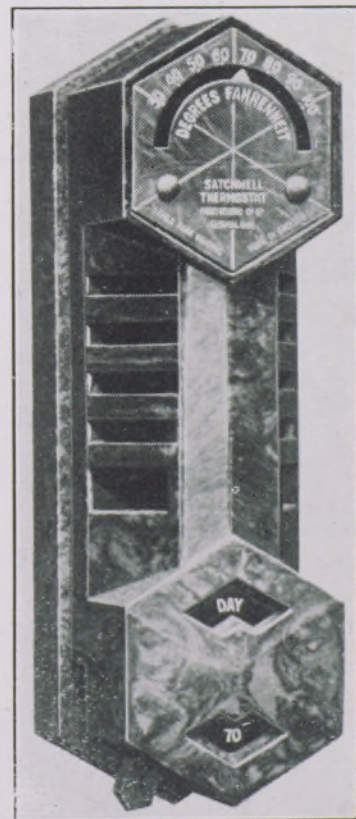
14, chaussée de Merchtem
BRUXELLES • Tél. 26.68.97

LA REGULATION AUTOMATIQUE
EST LE COMPLEMENT INDISPENSABLE DES
INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE MODERNE

Elle permet de réaliser des
ECONOMIES
importantes par une utilisation
rationnelle de calories ainsi
qu'une amélioration considé-
rable du **CONFORT**.

Contrôle de la température
des locaux divisés en plusieurs
réseaux, de la production
d'eau chaude, etc., pour

THERMOSTATS
AQUASTATS
VANNES MOTORISEES
"SATCHWELL"



CATALOGUE ET NOTICES SUR DEMANDE

THE RHEOSTATIC COMPANY Ltd
SLOUGH (ANGLETERRE)
Repr. L. GRIGSON-PAGE
70, RUE TRAVERSIERE, BBUXELLES, 3°

CONSTRUCTIONS MODERNES

MATERIAUX MODERNES

LES BETONS FLOTTANTS

29, RUE DUCALE, BRUXELLES. Tél. 12.79.44

PRESENTENT

BMA

BETON MULTICELLULAIRE ATHERMEX

LE MEILLEUR ISOLANT : FROID - CHALEUR - BRUIT

Installations
électriques
parfaites

FERNAND DESWERT

INGÉNIEUR

255, rue Rogier, SCHAERBEEK

TÉLÉPHONE 17.16.92

Maison fondé en 1913

Les plus hautes références

Alfred FRANÇOIS

Ferronneries — Châssis métalliques.

Portes, ébrasements et chambranles

en tôle emboutie. Tentes mécaniques

C. Ch. Post. No 280.16

Téléphone 33.08.30

98, rue Champ du Roi, Bruxelles

Le Panneau Isolant

qui s'impose

INSULITE

le panneau isolant en fibre de bois

Conduct. Therm.: 0.034 Kcal/H/M/C°C

CONTRE :

FROID
CHALEUR
BRUIT
CONDENSATION

POUR :

DECORATION
CORRECTION ACOUSTIQUE

Echantillons et Brochure C
gratuits sur demande

INSULITE

le Panneau Isolant en Fibre de Bois

42, rue Pléinckx - BRUXELLES (Bourse)

Téléphone : 11.68.85

Pour les Constructions Métalliques

EMPLOYEZ

LA FERRILINE

LE MEILLEUR PROTECTEUR DU FER,
DE LA PLUS GRANDE DURABILITE ET
DU PLUS BEL EFFET POUR TOUTES
CONSTRUCTIONS METALLIQUES —
NOTICES ET PRIX SUR DEMANDE

Seuls Fabricants pour la Belgique et les Pays-Bas

Les Fils LÉVY-FINGER

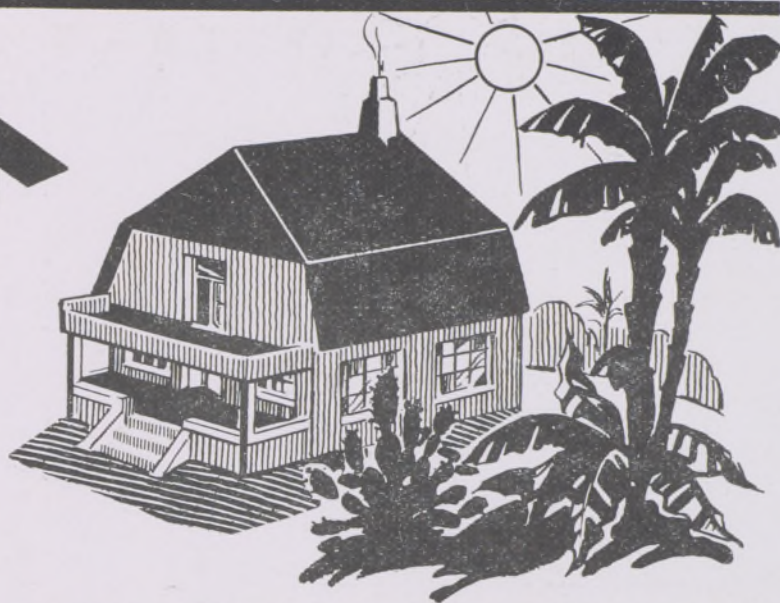
32-34, rue Edmond Tollenaere

BRUXELLES-LAEKEN

Téléphones : 26.43.07 - 26.39.60

COULEURS-EMAUX-VERNIS

la toiture
armée
ARISTA



PRODUIT BREVETÉ

SEULS FABRICANTS

ANCIENS ETABLISSEMENTS

JANLET, PARDOEN, ROELANTS

SOCIÉTÉ ANONYME

39, 41 - RUE BARA - 39, 41
BRUXELLES

TÉL: 122, 43

Les Bétons Modernes

Division de la Sté Ame L'IMPREGNATION DES BOIS

Siège Social à

HAREN-BRUXELLES

Téléphone : 15.48.70

Tous articles en béton vibré
Procédé "AUTOBLOC"
Brevet SEAILLES • Licence
exclusive • Poteaux pour
transport de force et éclairage

•
Spécialité de produits
en béton de BIMS

•
Revêtement GEDAL

•
Plancher TUBACIER
Monopole de fabrication

Usines à : FLAWINNE-NAMUR
BREBIERES - PAS DE CALAIS, FRANCE

FARCOMETAL

BREVETÉ EN TOUS PAYS

Armature coffrage métallique
pour béton armé • Supprime
le bois de coffrage avec tous
ses inconvénients.

Lattis métallique léger pour
murs, cloisons et plafonds.

Adhérence parfaite des en-
duits • Suppression des fis-
sures • Système le plus rapide,
le plus facile et le plus écono-
mique.

Coffrage amovible métallique
pour hourdis nervurés.

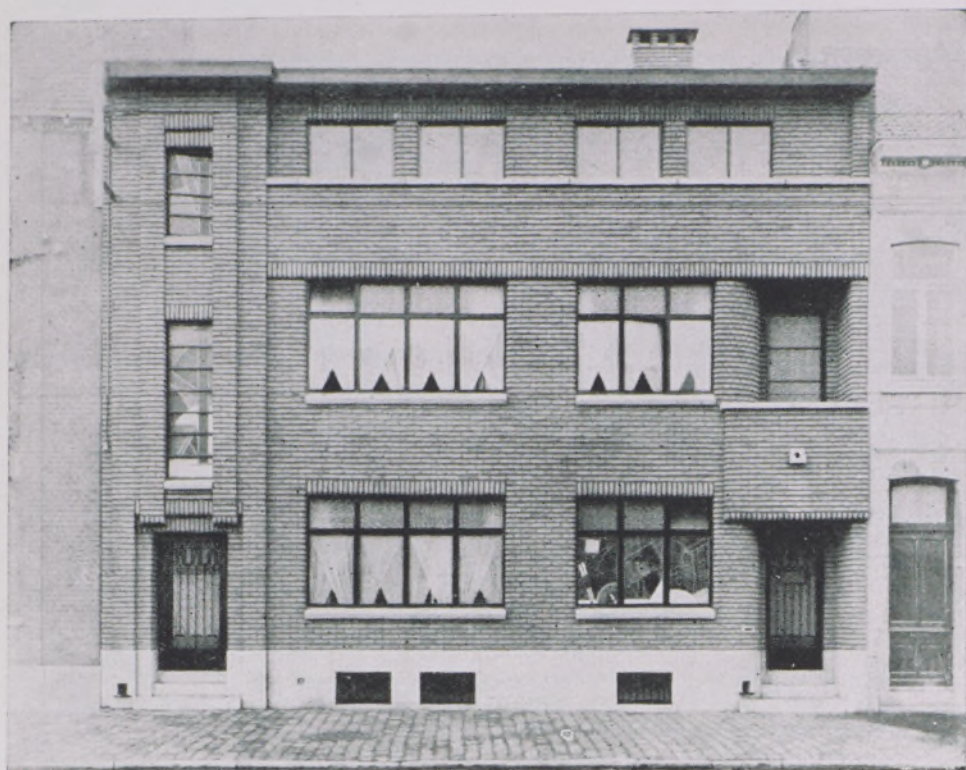
Hourdis isolants en béton de
ponce à haute résistance armé
de FARCOMETAL (Brevet
Tirifahy).

Léon Tirifahy

Ingénieur

• Bureaux Technique
et Commercial:
57, Rue Gachard, 57
Bruxelles - Tél. 48.69.54

Catalogues, tarifs, échantillons,
t^s renseignements sur demande



Réalisation de l'architecte EMONTS à La Louvière

SOMEBA

n'utilise que des produits **Belges**

Les Châssis Métalliques

MÉTALLISÉS

par le procédé "SCHORI"
garantis à l'abri de la rouille

"SOMEBA"

Pour tous applications
architecturales et industrielles

SOMEBA

SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
DE BAUME, S. A.

Charpentes métalliques
Soudure électrique
Châssis métalliques

LA LOUVIÈRE

Tél. 279

Soc. An. de **MERBES SPRIMONT**

Salles d'Exposition et
Services de Vente :
2, RUE DE SUISSE
BRUXELLES

Marbres
Petit Granit

TRAVAUX D'ART
TRAVAUX D'ARCHITECTURE
ET DECORATION:
CHEMINEES, REVETEMENTS,
PAVEMENTS, ESCALIERS,
COLONNES, ETC.

BELGICA

Enduits en toutes
teintes pour façades

USINE CANAL
A LOUVAIN - TÉL. 69

ENDUIT
RICHE

imitation parfaite de toutes pierres naturelles

FABRICANTS :

Em. Meulemans & A. Verhulst
LOUVAIN

Eclairage urbain

S O U P L E S S E
É L É G A N C E
D I S C R É T I O N

qualités qui s'allient à la solidité et
à la facilité de montage pour per-
mettre à l'urbaniste de réaliser une
installation économique respectant
l'esthétique des villes

**USINES A TUBES
DE LA MEUSE**

STÉAME FLÉMALLE-HAUTE BELGIQUE

UNE DE NOS RÉFÉRENCES RÉCENTES

IMMEUBLE "SHELL", A BRUXELLES

ARCHITECTE : ALEXIS DUMONT



20.0000 M²
DE LINOLEUM

FABRICATION KROMMENIE
PLACEMENT PAR COLLAGE SPÉCIAL
PROCÉDÉ VANDERBORGHT

ÉTUDE DE PLACEMENT PAR SPÉCIALISTES ET DEVIS SANS ENGAGEMENT

G. M. VANDERBORGHT F^{RES}, S.A.

46 à 58, RUE DE L'ÉCUYER • BRUXELLES • TÉLÉPHONE 17.22.60

IMPRIMEUR - ÉDITEUR
ERNEST FR. DE ROY
41, AVENUE DE FRANCE
ANVERS